

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 488, 1,50 F
JEUDI 11 MARS 1971



COMMUNE DE PARIS

1871

1^{er} POUVOIR DES TRAVAILLEURS

Les communes

1971

aux travailleurs



Au sommaire

La Réunion

Une semaine avant les élections, la police tire sur le peuple réunionnais. On compte plusieurs blessés. Le F.J.A.R. (Front de la Jeunesse Autonomiste réunionnais) a directement été visé. Le gouvernement sent qu'il ne peut plus trafiquer ses élections. Le peuple réunionnais lui échappe. La seule réponse est la force, comme d'habitude. Mais un processus irréversible est engagé, quoi que le pouvoir fasse, il court à de graves déboires. On lira, en page 9, les informations que nous a fait parvenir l'Union générale des Travailleurs réunionnais en France.

Espagne

Sous la pression internationale et sous celle des luttes menées dans le pays même, Franco a dû accorder la grâce aux accusés de Burgos. Mais nous ne devons pas oublier qu'ici, la répression fasciste se vit quotidiennement. C'est ce que nous rappelle un article de l'Organisation révolutionnaire des Travailleurs que nous publions en page 5.

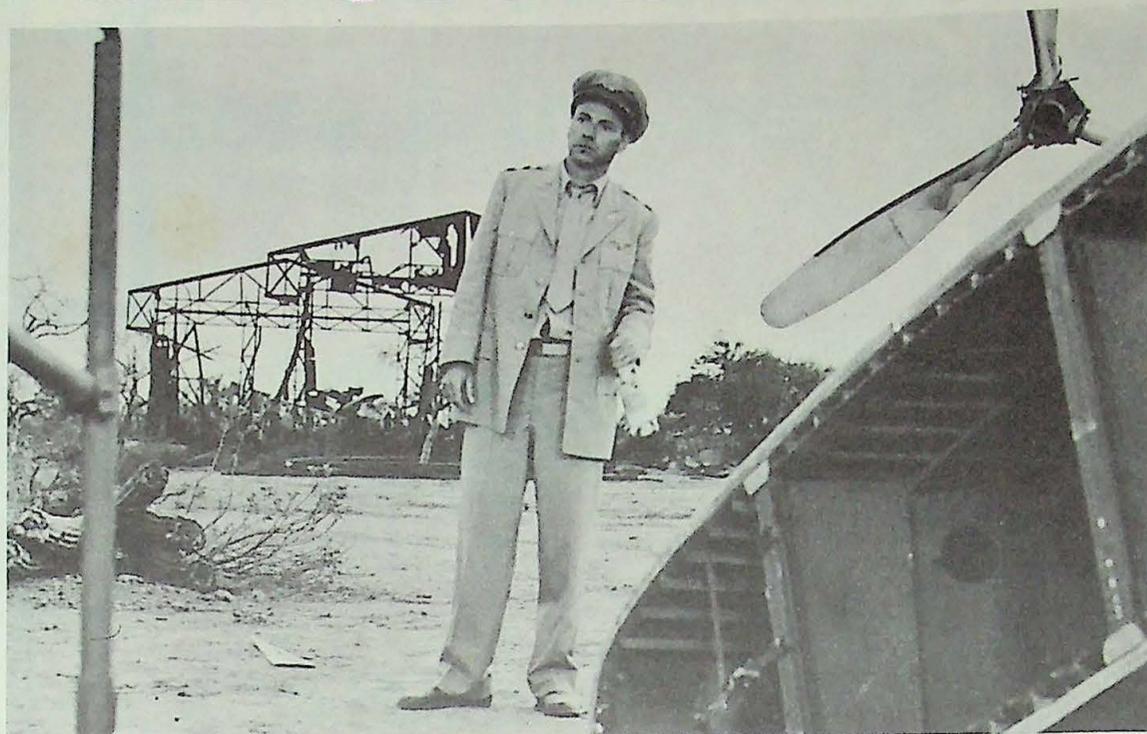
Tchad

Il serait naïf de croire que si la France intervient militairement au Tchad, c'est uniquement pour des raisons de bon voisinage avec une de ses anciennes colonies. En vérité, les capitalistes français tiennent à préserver de bonnes relations avec un régime qui facilite leurs bonnes affaires. Rémy Grilault a mené une enquête précise (page 6).

Indochine

Les troupes américaines et saïgonnaises vont de défaites en défaites au Bas-Laos. Et cela, Nixon ne l'avait pas prévu. Il avait compté les hommes, les munitions, l'argent, etc. Mais il n'avait pas compté l'esprit révolutionnaire du peuple lao. C'est sous le poids de cette nouvelle erreur qu'il se débat aujourd'hui. Jacques Rennes analyse la situation en page 7.

TRIBUNE CULTURELLE



Les forçats de la mort

Alain Moutot

Par rapport au pétard burlesque de « Mash » tiré par des carabiniers en goguette, qui restent forcément sur la touche des combats « Catch 22 » fait l'effet d'une bombe. Pensez donc : nous accompagnons dans leurs sinistres missions les acteurs directs des batailles : une équipe de pilotes de bombardiers U.S., stationnés en Italie, pendant la Seconde guerre mondiale.

Le fric conduit le bal

Cette bombe fait mouche et à maintes reprises, ébranle les sacro-saints piliers sur lesquels s'arc-boute le capitalisme américain. Le film de Mike Nikols montre parfaitement comment, devenu nerf de la guerre les principes fondamentaux d'une société fondée sur le profit, continuent à assurer un rôle moteur en cas de conflit. On y vit les cadences infernales — puisqu'il en va des champs de batailles comme des usines — du nombre des sorties à effectuer pour le bon plaisir d'un « bon » maniaque, un général (Orson Welles) plus préoccupé de son côté auprès de la presse en Amérique et des jupes de sa secrétaire que du sort de ses troupes.

Nous suivons les démarches commerciales d'un lieutenant

d'intendance qui sait mettre à profit les déplacements des bombardiers à travers la Méditerranée. Avec la bénédiction de ses chefs, il peut installer un réseau d'échange. Les vieux principes du libéralisme économique ne s'arrêtent pas aux frontières des combats : et de troquer un lot énorme de coton égyptien contre la soie des parachutes. A ceux à qui notre lieutenant a emprunté les parachutes pourtant indispensables dans ce genre de métier, il remet une action de la « M and M » gigantesque holding commercial de distribution. Et quand on lui fait remarquer que ces bons de papier ne peuvent pas remplacer la morphine, les médicaments, les parachutes voire les armes, il rétorque que « ce qui est bon pour la M and M, est bon pour l'Amérique ». Les hangars engrangent des stocks de marchandises. Mais les cours qui s'effondrent ne découragent pas le lieutenant. Il passe un marché avec les Allemands « puisque dit-il, c'est pour défendre la liberté de contracter menacée qu'on est venu défendre l'Europe ». Pour vendre sa camelote, il a accepté en échange que la base américaine soit complètement bombardée. Les consignes de système trouvent une application mécanique jusqu'à l'absurde.

Mais les autres défenseurs de cette sorte de liberté sont des héros fatigués, écœurés par l'inutilité et la sauvagerie des missions, rendus fous par la peur. Chacun réagit à sa façon. Un pilote se fait couper en deux par l'appareil d'un ami. Un médecin s'est officiellement fait porté décédé. Un autre devient meurtrier. Seul un aviateur désertera en canot pneumatique.

Il y a aussi les victimes civiles comblées de bombes d'abord et atteints ensuite par les « bienfaits » de la civilisation de marché avec sa procession de prostitution, de marché noir et de banditisme.

Long feu

Ce film est un véritable cocktail explosif même si surnage un zest de moralité incarnée par l'anti-héros désenchanté (Alan Arkin) et d'anarchisme bon enfant. « Catch 22 » à ce titre porte les marques de la crise actuelle de la société américaine.

Malheureusement, il semble que Mike Nikols n'était pas convaincu du « punch » du sujet qu'il avait à traiter. Il a voulu, avec beaucoup de prétention, en rajouter et transformer en bouffonnerie les authentiques accents d'anti-militarisme que contenait le très bon scénario d'Henry Bruk. Résultat : des scènes douteuses avec trépas s'échappant d'une combinaison trouée de balles et exagérations en tous genres qui, sans même déclencher le rire laisse le spectateur placide. La dénonciation est détournée, la mise en cause émoquée. Les retours en arrière incessants rendent pénible à suivre le récit, compliqué encore par les jeux stériles d'une caméra déchainée. Mike Nikols peut se vanter d'avoir gâché finalement un bon sujet. □

Editions du P.S.U. LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F
En vente : Librairie - T.S. - 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)
C.C.P. 58-26-65 PARIS

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Henri Beley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Françoise Claire, Michèle Descolongs, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Christian Leucate, Alain Moutot, Dominique Nore, Jean-Yves Romo, Lucien Saintonge, Eliane Schweitzer, Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 27 000 exemplaires

PANTHÉON

" Paysage après la bataille "

V.O. - Couleurs
Un film de WAJDA

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Pas de trêve

Jean-Marie Vincent

Le spectacle qu'offre le régime de M. Pompidou est tout à fait édifiant. Après les déclarations « pesées et réfléchies » de M. Tomasini qui voyait dans le sergent de ville le symbole de la liberté, nous avons eu les démêlés du pouvoir avec sa police. Avec un frisson d'horreur les grands de ce monde se sont aperçus que la démoralisation pouvait gagner ces piliers de l'ordre, les compagnies d'intervention, force de frappe d'un système qui ne sait guère se faire apprécier malgré tous ses discours sur « la nouvelle société ».

Réfléchissons un seul instant à ce qui se passerait si tous ces barons de la finance, ces grands organisateurs de l'industrie, ces marchands d'illusion n'avaient effectivement plus à leur disposition le sergent de ville, le C.R.S. ou l'inspecteur des renseignements généraux. Pourraient-ils maintenir longtemps les travailleurs dans les cadences infernales, dans la soumission à la hiérarchie ? Chaque grève ne risquerait-elle pas de désagréger tout un système absurde où ceux qui produisent la majeure partie des richesses disponibles n'ont qu'un seul droit véritable aux yeux des puissants, celui de courber la tête ? Pourraient-ils maintenir longtemps une école, un enseignement où l'on perd une bonne partie de son temps, où l'on ne se forme pas, mais où l'on se déforme ? Pourraient-ils forcer longtemps les paysans à payer les investissements en matériel, en installations pour le seul bénéfice des trusts agro-alimentaires ? Pourraient-ils obtenir que la majeure partie des Français vivent entassés dans des logements insuffisants et mal desservis par les transports en commun, alors qu'une petite minorité vit dans le luxe et l'insouciance ? La réponse est évidemment non. Les conflits qui se manifestent aujourd'hui de façon sporadique dans notre société se développe-

raient rapidement jusqu'à la disparition du régime du profit.

Alors, évidemment, pour essayer de masquer tout ce qu'a de parasitaire ce carcan policier, notre bonne bourgeoisie jette un rideau de fumée. Elle invoque les nécessités de l'ordre (mais quel ordre !), elle invoque aussi la criminalité, les difficultés de la circulation automobile, et ainsi de suite. Mais il arrive qu'une affaire comme l'affaire Guiot révèle au grand jour ce qu'on s'évertue à cacher le rôle politique de la police.

Sans doute n'y a-t-il pas pour le pouvoir de péril immédiat. Le président de la République n'a pas jugé bon de dramatiser les événements et de nous gratifier d'une intervention bien sentie à l'O.R.T.F. Il attendra le résultat des élections municipales, car il sait très bien que ces élections traditionnellement les plus dépolitisées ne pourront véritablement traduire le mécontentement des exploités et des opprimés. Mais pour autant les choses ne vont pas pour le mieux. Trop de choses remontent à la surface ces temps-ci. Les affairistes municipaux à la Ceccaldi-Raynaud que le pouvoir soutient de son mieux apparaissent dangereusement liés à des équipes de tueurs. Les sondages nous apprennent que la peur du « gauchisme » inculquée à une grande partie des masses par le pouvoir... et par le P.C.F., est en recul. En outre, Christian Fouchet, l'ancien ministre de l'Intérieur de mai 1968 dit tout haut ce que pensent beaucoup dans les milieux dirigeants : « Je confesse que je suis inquiet. J'ai l'impression que la majorité se cherche, qu'elle est extrêmement hétéroclite. Elle est le résultat d'une élection qui était l'élection de la peur, ce qui a faussé le jeu. C'est une énorme nébuleuse à l'intérieur de laquelle il est bien difficile

de distinguer les U.D.R., les indépendants et les P.D.M... C'est la nébuleuse au pouvoir. » En d'autres termes, le pays est peut-être dirigé, mais il est mal dirigé.

De fait, on ne discerne pas de grandes pensées dans ce règne. Ni en politique économique où Giscard d'Estaing ne compte que sur la dynamique des économies étrangères pour écarter les difficultés de la nôtre, ni en politique sociale où la mise au point des contrats de progrès s'avère insuffisante pour contenir les luttes sociales, ni dans le domaine agricole puisqu'il faut faire donner les C.R.S. contre les viticulteurs. Alors une fois encore on songe à la violence, mais cette fois-ci à la violence des bandes armées supplétives, aux fascistes d'« Ordre nouveau » qui peuvent si bien servir à casser du « gauchiste », d'autant plus qu'on peut compter sur le P.C.F. pour renvoyer dos à dos fascistes et opposants actifs au fascisme.

C'est dire que les premières victoires remportées dans la lutte contre la répression, mise en vente libre de la « Cause du peuple », relâche d'un certain nombre de manifestants, etc., ne doivent entraîner aucun relâchement dans les affrontements avec le pouvoir. La pression populaire sur la police, et la magistrature doit s'accroître et non s'atténuer. Il faut plus que jamais montrer le rôle politique réactionnaire de la justice et de la police en ne laissant passer aucune occasion de montrer les tenants et les aboutissants des décisions prises contre le droit à l'expression et à la parole des travailleurs. Il faut enfin empêcher les fascistes de sortir de leur trou, M. Marcellin ne doit pas pouvoir compter sur eux.

Les masses populaires n'ont besoin ni de cette police, ni de cette justice là. □

PROGRAMME

D'ACTION

DU

PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

janvier 1971

Les textes votés au Conseil National des 22, 23 et 24 janvier 1971, sont réunis dans cette brochure de 64 pages.

Adressez vos commandes, accompagnées du règlement, à :

TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
PARIS (15^e)

C.C.P. 58 26 65 Paris

Prix de vente : 1,50 F l'unité.

Aux sections et fédérations, par dix exemplaires : 13,00 F.

Assemblée ouvriers-paysans de la région parisienne

Samedi 20 et dimanche 21 mars
Salle Lancry, rue de Lancry
(métro : République)

1^{re} séance le 20 mars à 14 heures
— L'application pratique du Programme d'action ;
— Préparation de l'Assemblée des 24 et 25 avril.

Les deux faces d'un même visage

Éliane Schweitzer

« D'ailleurs je regrette de ne pas avoir fait curé parce que maintenant je serai plus heureux » — « Il y a deux hommes en moi, le flic et le monsieur » — « Nous n'avons pas le droit de grève, ni le droit de revendiquer »... Ainsi s'expriment les policiers. Par petits groupes, le 4 mars, ils ont ouvert « leur cœur » à la population. Les militants de Secours Rouge sont venus apporter la contradiction, un curieux dialogue s'est instauré.

Les contradictions internes

L'individu flic n'est pas le S.S. dont on parle souvent. C'est un homme pris dans un faisceau de contradictions qu'il vit ainsi : ce qu'il fait — ce qu'il pense ; les idéaux républicains de liberté — leur tâche répressive ; l'homme (adhérant au côté social du métier). La fonction (les ordres, la matraque...). La journée du 4 mars est la manifestation d'un certain malaise au sein des troupes. C'est leur manière de contester : « Je peux vous affirmer qu'il n'y avait pas un seul policier boulevard Saint-Michel, si l'ordre n'avait pas été strictement d'y aller. » D'autres expliquent que le gouvernement, pris de panique en 68, a complètement désarticulé les services d'ordre pour les polariser sur les groupes d'extrême gauche. Le taux de criminalité a augmenté, et leur métier qu'ils pensaient en terme de salubrité publique au départ, s'est effacé au profit d'une tâche qu'ils refusent de faire leur. Mais la résolution de leurs problèmes passe pour le moment par de maigres compensations idéologiques telles que : « L'Etat est élu par la nation, donc nous servons le peuple. » « Si les chercheurs du C.N.R.S. peuvent chercher, c'est grâce à nous, alors pourquoi se mettent-ils en grève ? » « Le maintien de l'ordre ne plaît à personne, par contre nous jouons un rôle social qui est méconnu. » Il est bien évident que ce genre de justification, même aux yeux du peuple, ne résout rien. Si un C.R.S. sauve une femme et un enfant, son action sera annulée lorsque le lendemain il cassera la figure du père qui demande une augmentation de salaire pour les faire vivre. L'image dont les policiers souffre demeurera tant que Paris rassemblera à une caserne, tant qu'il y aura des arrestations arbitraires, tant qu'il y aura des passages à tabac... L'« opération sourire » c'est espérer soigner un cancer avec un cachet d'aspirine.

Une machine à fabriquer des tueurs

Seulement le cancer, ils n'en sont pas entièrement responsables, mis à part quelques fous — les flics tels qu'ils sont dans les manifestations, on les fabrique —. Ils sont recrutés dans les milieux ouvriers et paysans. On les soumet ensuite à des fortes pressions idéologiques et physiques. « Si j'avais été plus instruit, a dit l'un, je n'aurais pas fait ce métier. »

« Il y a beaucoup de jeunes qui entrent chez nous et ne savent rien... Automatiquement ils se font amener comme un troupeau de moutons. » Ils n'ont pas le droit de s'exprimer et vivent isolés les uns des autres. Le pouvoir divisé et redivise les services en maintenant une étanchéité totale entre eux. Beaucoup ont été révoqués pour avoir écrit une circulaire. De plus, l'infiltration de polices parallèles permet un contrôle serré sur les individus. C'est le règne au « mouchardage ». Pris dans cet engrenage ils arrivent difficilement à en sortir : « Si je ne le faisais pas qu'est-ce que cela changerait ? » « On est trop bête pour aller ailleurs. » « Si je refusais ma mutation aux brigades spéciales, je serais mis au chômage. » Le conditionnement se fait aussi dans le travail. « Au départ nous ne sommes pas des brutes sanguinaires, assoiffées de sang et de vio's comme on dit. Mais il arrive un temps où n'importe quel être humain se trouvant face à face pendant des heures avec une foule qui l'assaille, lui crache dessus et lui lance des cailloux se contrôle moins ». « A des échelons supérieurs on pouvait adopter d'autres optiques de répression... au mois de mai si cette attente avait été moins longue, ce face à face moins prolongé, il y aurait eu moins de cogne. » Les heures d'attente, parfois le vin rouge, les déplacements, la claustration... font parties de l'arsenal du pouvoir. Les dépressions nerveuses sont courantes chez les C.R.S. Ainsi « préparés » ils obéissent aveuglément. Un homme de la préfecture de police s'exprimait ainsi : « Les policiers n'agissent pas par eux-mêmes ils sont commandés... à beaucoup d'échelons dans la société, on ne se met pas en confrontation avec ses idées personnelles, comme l'employé qui travaille pour son patron. » Le triste Marcellin a parfait la machine à fabriquer des tueurs. Moins un Etat arrive à résoudre ses problèmes, plus il recourt à la force et plus il est autoritaire, plus sa police est répressive et brutale.



Choisir son camp

Malgré les pauvres justifications avancées, la police demeure la manifestation concrète du pouvoir. Même s'ils contestent le régime, même si Cohn-Bendit suscite parfois leur admiration, même s'ils « approuvent les idées de mai », même s'ils « comprennent les ouvriers »... en restant flics ils restent les alliés objectifs du pouvoir. Ils sont utilisés et ils payent et payeront cher cette utilisation. Le subtil distinguo : homme-fonction ne peut être opérant. Messieurs les

flics lorsque vous recevez un pavé sur la figure, vous avez beau vous dire que c'est la fonction qui le reçoit, l'homme doit le sentir aussi ! Messieurs les flics, il n'y a pas de séparation entre les deux. Un sourire sous un képi et une matraque, ce sont les deux faces d'un même visage qui n'est peut-être pas le vôtre. Messieurs les flics, il n'existe que des clivages de classe. Proletaires vous ne pouvez être les garants d'un ordre contraire aux intérêts de la classe ouvrière. Messieurs les flics, il faut choisir votre camp, sans cela c'est nous qui vous jugerons. □

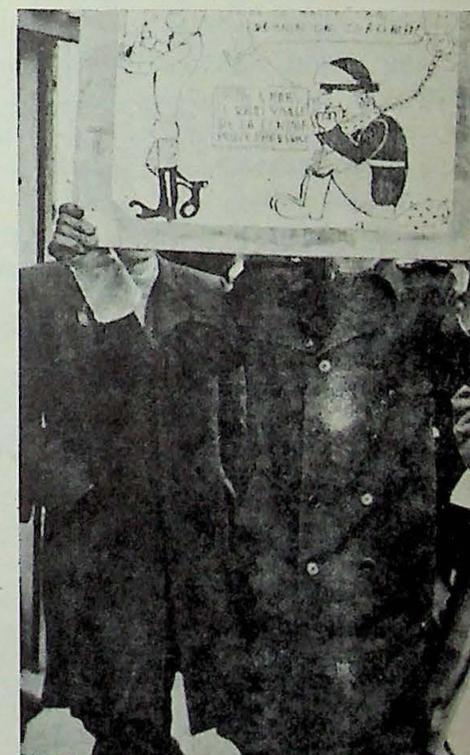
Mulhouse

Nouvelle méthode

Samedi 20 février : Des militants du Secours Rouge distribuent des tracts dans le centre de Mulhouse. La police arrive et « interrompt » plusieurs distributeurs. Dans le panier à salade, l'un d'eux est **insulté et frappé**. La police les garde plusieurs heures au commissariat. Il faut l'intervention d'un avocat pour les faire libérer.

Mardi 24 février : Une équipe du Secours Rouge distribue à la sortie de l'usine Peugeot un tract dénonçant le récent licenciement de quatre ouvriers grévistes. Des gendarmes, **dont une partie vient de l'intérieur de l'usine**, « embarquent » trois distributeurs.

On les garde plusieurs heures, on fait leurs fiches anthropométriques. Le soir, on les relâche isolément dans la campagne. Deux d'entre eux se retrouvent à **près de 40 km de chez eux**, près de la frontière suisse.



La section P.S.U. de Mulhouse a réagi en distribuant un tract de dénonciation et en invitant les organisations de gauche à une réunion destinée à organiser un front commun contre la répression.



Elle Kagan

Nos lecteurs ont donc reçu ce numéro de Tribune avec vingt-quatre heures de retard. La raison en est simple, mais singulièrement édifiante. En effet, l'imprimerie qui édite chaque semaine notre journal a été victime, mercredi, d'un incendie criminel. Bien sûr, il y a une enquête de police, bien sûr, comme d'habitude, on ne trouvera rien ni personne. Est-il pourtant si difficile d'identifier les assassins en puissance qui ont perpétré ce mauvais coup qui aurait pu être un drame ? Ne serait-ce pas ces fameux « guerriers de cristal » qui paradaient la veille devant un Palais des Sports protégé par la police ?

M. Marcellin, si prompt à dénoncer les agitations des deux extrémismes, le « journaliste » Serge Maffert qui appelait dans France-Soir, sans le dire, tout en le disant, à la dissolution des organisations révolutionnaires, connaissent bien ces hommes. Pendant des années, tel l'apprenti sorcier, ils leur ont permis de se reconstituer. Malgré la faillite de l'O.A.S. et la dissolution d'Occident, voici aujourd'hui l'Ordre Nouveau, né des cendres de ses ancêtres. Voyez-les relever la tête, couvrir les murs de Paris d'emblèmes nazis ; entendez-les, sur un fond de Wagner et de chants guerriers, encenser les régimes du passé, hurler de joie devant les prouesses des colonels grecs, parler avec de la tendresse dans la voix de ce bon général Franco. Le ministre de l'Intérieur doit être un sympathisant de cette version inédite de la « Nouvelle Société » puisqu'il tolère qu'en plein Paris, ces thèmes soient développés avec sa bénédiction, puisque le garant de l'Ordre admet comme licite que ces jeunes gens campent dans nos rues avec casques et matraques.

Mais que M. Marcellin se méfie ! Le fascisme est, dans une société démocratique, comme la vermine, il ronge peu à peu tous les rouages. Ce n'est pas d'avoir obtenu le silence pour ne pas dire la complicité du Parti communiste qui sauvera notre ministre et son régime de ce cancer.

Il faut dire que la lecture de l'Humanité de ce mercredi aurait de quoi rendre inquiet. Il fut en effet un temps pas trop lointain où le Parti communiste savait « interdire » ce qu'il appelle des « manifestations intolérables ». Nul doute d'ailleurs que, s'il l'avait voulu, le meeting d'Ordre Nouveau n'aurait effectivement pas pu se tenir. Mais le Parti communiste est tellement soucieux de conserver son caractère « rassurant » qu'une fois de plus l'arbre lui cache la forêt.

Ce qui est important finalement, c'est que, dans l'unité de toutes ses composantes, le mouvement révolutionnaire ait fait la démonstration de sa force. On ne pourra plus demain se draper dans les grands principes au nom de ce qu'on n'aura pas fait. Les véritables militants antifascistes sont désormais dans le camp des révolutionnaires. Il suffisait de voir ce mardi soir ce cortège impressionnant, ces militants farouches et résolus, ces manifestants remarquablement organisés pour s'en convaincre.

Cette tâche, notre parti en prendra sa part et ce n'est pas un lâche attentat contre une imprimerie qui nous en détournera.

T.S.

Espagne

Après Burgos

Sous la pression des manifestations populaires qui ont rassemblé en Espagne des dizaines de milliers de travailleurs et d'étudiants, ainsi que d'autres couches sociales — intellectuels, écrivains, artistes — le gouvernement de Franco a dû accorder la grâce aux accusés de Burgos.

Mais ces mesures de clémence n'ont trompé personne. Nous n'ignorions pas que tôt ou tard la répression allait s'abattre sur ceux qui avaient osé défier le fascisme dans la rue. Depuis la fin de l'année 1970 le régime a déclenché une vague d'arrestations contre les organisations clandestines et, particulièrement, contre les membres des Commissions Ouvrières. Pour avoir les mains libres le gouvernement avait déclaré l'état d'exception à Guipúzcoa et suspendu l'article 18 du « Fuero des Espagnols » (Constitution) sur tout le territoire. La police disposait ainsi de pouvoirs illimités : elle pouvait arrêter arbitrairement et interroger pendant une période de six mois tous les opposants, sans que les avocats soient en mesure d'assurer leur défense. On peut affirmer que depuis le début de l'année l'Espagne vit sous la terreur policière de la brigade politico-sociale.

Cette situation n'est pas nouvelle : la répression fait partie de l'histoire de nos peuples et même de leur vie quotidienne ; en effet, dans l'incapacité de résoudre la crise politique et économique du régime, l'oligarchie au pouvoir a recours, pour briser le développement des luttes populaires qui contrarie ses plans intégrationnistes, au vieil arsenal répressif fasciste. Cette basse besogne a été confiée au Directeur général de la Sécurité, le colonel Blanco, ex-dirigeant de l'Action Catholique des armées, ayant reçu de nombreuses décorations pour ses services rendus sur le front russe, pendant la Seconde Guerre mondiale, au sein de la Division Bleue, connu également pour avoir travaillé avec les services de renseignements hitlériens.

Entre temps, une véritable conspiration du silence s'est abattue sur l'Espagne. La presse espagnole — imitée en cela par la presse internationale — ne souffle mot de cette vague d'arrestations.

A l'heure actuelle dans les prisons de Jaén, Galicie, Puerto de Santa María, Carthagène, Madrid, etc., des centaines, des milliers de travailleurs et d'étudiants sont interrogés sans relâche, soumis à des tortures et à de très fortes pressions psychologiques. A ce jour, des jeunes travailleurs sont enfermés, complètement isolés, dans

les cachots de la Direction Générale de la Sureté, à Madrid, depuis vingt neuf jours. Ils sont soumis à des interrogatoires épuisants (jusqu'à trois fois par jour) et privés de l'hygiène la plus élémentaire.

Nous dénonçons la brutalité avec laquelle la D.G.S. s'acharne sur ces prisonniers et, principalement, sur les travailleurs et les étudiants des deux sexes. Au cours de ces interrogatoires les personnes arrêtées sont frappées aux reins avec des barres de fer et à coups de cravache sur la plante des pieds. Certains ont le visage tuméfié à cause des coups reçus. Un étudiant de troisième année de sciences politiques a été plâtré (bras et côtes brisées) après avoir dû faire des « exercices » physiques. A Carthagène un prêtre a essayé de se jeter par une fenêtre pour échapper aux tortures. Ces arrestations sont devenues quotidiennes : elles sont pratiquées au domicile ou au travail lorsque les militants quittent leur lieu de résidence pour échapper à la police. Les murs de la Direction Générale de la Sureté, ceux des prisons sont muets : ainsi les avocats et les familles ignorent-ils le plus souvent le lieu et les conditions de détention des prisonniers.

Nous commémorons l'anniversaire de la mort de l'étudiant Enrique Ruano, de l'état d'exception de 1969, par un nouvel état d'exception, par la suspension de l'article 18 et par une nouvelle vague répressive. Ces brutalités, ces persécutions viennent s'ajouter à la liste des crimes commis ces dernières années par les classes dirigeantes : l'assassinat de Ruano, les morts d'Erando, les trois travailleurs tués à Grenade, enfin le décès à Eibar, début janvier, d'un jeune ouvrier basque.

Le fascisme continue à faire des victimes. La fin du procès de Burgos, le procès lui-même, ne doivent pas faire oublier à l'Europe et au monde entier le sens des luttes menées par les peuples de la péninsule ibérique (dont le Portugal) contre l'oppression dont ils sont victimes.

Nous lançons un appel à la solidarité internationale et, particulièrement aux travailleurs de tous les pays pour qu'ils dénoncent par tous les moyens les brutalités policières et les agissements de l'oligarchie franquiste, pour que cesse la répression contre les peuples de la péninsule ibérique en lutte pour leur émancipation totale.

● Cet article nous a été communiqué par l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs (O.R.T.).

luttones internationales

Tchad

A propos de l'intervention française

Rémy Grillault

L'intervention militaire française au Tchad n'est qu'un volet de la politique africaine de la France qui peut prendre différents aspects depuis l'archéocolonialisme (Réunion, Comores, Territoires des Afars et des Issas) jusqu'au néocolonialisme (Afrique noire francophone, Maghreb) en passant par le soutien des pays frères (Espagne, Portugal) ou amis (Afrique du Sud). Dire que la France fait tout cela sans cohérence et sans profit est aller un peu vite. Reste à savoir qui profite de cette politique.

Les indépendances africaines

En 1956, la France, engagée dans la guerre d'Algérie a amorcé une habile politique de « décolonisation » de l'Afrique noire que la V^e République n'a fait que continuer. Il était évident que la France, sortie récemment du guépier indochinois, ne pouvait simultanément se permettre de nouvelles aventures militaires. En quelques années, tous les pays africains devenaient indépendants, sans conflit grave, sous la tutelle « bienveillante » de la France.

De ce fait, furent installés des chefs d'Etat et des administrations qui n'avaient d'africains que la couleur, mais qui constituaient les meilleurs gouverneurs que la France n'ait jamais connus pour diriger sa politique Outre-Mer.

Notons qu'au moment de l'indépendance, sur treize chefs d'Etat d'Afrique noire francophone, neuf étaient d'origine chrétienne et quatre d'origine musulmane. Dans aucun pays, les chrétiens ne sont majoritaires. Les musulmans sont majoritaires dans trois des quatre pays où le chef d'Etat était musulman. Au Tchad, par exemple, François Tombalbaye prenait la tête d'un pays où 50 % de la population est musulmane, 45 % animiste, 5 % chrétienne.

La plupart des nouveaux Etats indépendants ont d'énormes difficultés financières et doivent, pour survivre, pour équilibrer leur budget faire appel à l'aide financière de l'ancienne métropole, ce qui n'est pas obtenu sans contrepartie.

D'après « Le Monde diplomatique » (juillet 1970), le budget 1970 du Tchad s'élève à 270 millions de francs avec une impasse de 35 millions. Or la France a accordé en 1969 pour plus de 100 millions de crédits civils et dépensé une somme équivalente au titre de l'assistance militaire. Ces chiffres démontrent aisément « l'indépendance financière » du Tchad.

Ce contrôle budgétaire de la France sur ses anciennes colonies s'accompagne de leur maintien dans la zone franc. Et ceux qui ont voulu essayer d'en sortir n'ont pas encore fini de séjourner dans un pénible purgatoire qui doit les amener à composition (Mali notamment).

Il est évident que l'indépendance économique n'est guère plus avancée que l'indépendance financière. Sur les dix-huit pays de l'ancien empire africain, dix-sept ont comme premier fournisseur la France (seule la Guinée fait exception) et pour dix pays c'est, en valeur, 50 % ou plus des fournitures qui viennent de la France. Le Tchad, pour sa part, a la France comme premier partenaire pour son commerce extérieur, aussi bien pour les importations (33 %) que pour les exportations (57 %). A cela, il faut ajouter que la plupart des sociétés installées dans le pays sont contrôlées par des capitaux français.

Si, à un moment, une certaine politique extérieure poudre-aux-yeux (reconnaissance de la Chine, discours de Phnom Penh, embargo, coopération avec l'Algérie) a pu faire illusion, il suffit d'un rapide coup d'œil sur les réalités pour voir qu'au niveau des bonnes affaires rien n'a changé.

Décolonisation ou recolonisation

On pourrait même parler d'une volonté de repénétration en Afrique après le relatif relâchement dû à la guerre d'Algérie. Aussi bien en Algérie d'ailleurs où les accords « subalternes » dans la coopération font naître de perpétuelles tensions destinées à peser sur les « punitions » infligées à la Guinée, au Mali, à la Tunisie quand ces pays ont essayé de récupérer quelques-unes de leurs prérogatives.

De plus, la France demeure la troisième puissance coloniale en Afrique : au sens strict d'abord puisque comme au Portugal ou l'Espagne, certains territoires sont considérés comme « départements » ou « territoires d'Outre-Mer » (Comores, Réunion, Territoire des Afars et des Issas), au sens militaire ensuite, puisque la France entretient, en avril 1970, 12.500 militaires en Afrique. Il faut remarquer que la France et les U.S.A. sont les deux seuls pays à posséder des bases en territoire africain indépendant. La Grande-Bretagne a évacué tous ses militaires stationnés en Afrique.

La France maintient des troupes dans six pays africains et a passé des accords militaires avec douze pays.

Ces troupes ont un double but officiel. Tout d'abord assurer la formation des forces autochtones. On sait l'intérêt que présente ce type de coopération pour les « marchands de canons » d'une part, pour les politiques d'autre part (sept pays africains d'obédience française sont gouvernés par des militaires). Quelquefois, il est vrai, les militaires n'ont pas compris pourquoi on les a formés comme au Congo-Brazzaville. Mais le plus souvent, ils jouent un rôle utile pour éviter le déviationisme de gauche comme au Mali, ou de droite comme au Togo (la destitution de Sylvanus Olympio pour-

Le Tchad

- Superficie : 1.284.000 km² ;
 - Population : 3.500.000 hab. ;
 - Densité : 3 hab. par km².
 - Villes principales :
Fort-Lamy, capitale, 136.000 h.,
Fort-Archambault, 36.000 h.,
Moundou, 30.000 h.,
Abèche, 25.000 h. ;
 - Taux d'urbanisation : 10 % ;
 - Taux de scolarisation : 30 % ;
 - Taux de médicalisation : 1 médecin pour 73.000 h. ;
 - P.T.T., parti progressiste tchadien, parti unique ;
UNATRAT, union nationale des travailleurs tchadiens, syndicat unique ;
 - Agriculture : cultures vivrières : mil, sorgho ;
cultures industrielles : arachide, coton ;
élevage : bovins (4.500.000), caprins (3.000.000), ovins (1.000.000) ;
 - Energie : production d'électricité : 30.000.000 kwh (1968) ;
consommation d'énergie : 16 kg équivalent charbon/habitant ;
 - Mines : natron ;
 - Industries alimentaires : abattoirs, laiteries, huileries, minoteries, conserveries.
 - Industries textiles : coton.
- Source : AFRIQUE 70.

rait être due à une volonté de rapprochement avec les U.S.A.). Il arrive aussi, comme au Gabon en 1964, que les armes françaises interviennent directement pour redresser une situation.

Au Tchad, depuis plusieurs années une révolte populaire se développe et menace le régime en place qui fait appel pour se maintenir aux « conseillers techniques », au « soutien logistique » et finalement à l'intervention directe de troupes françaises. On ne s'arrête pas à moitié chemin ; la France avait la haute main sur les finances, l'économie, elle l'aura désormais sur le maintien de l'ordre. L'administration du B.E.T. (Nord du Tchad) était restée sous commandement militaire français jusqu'en 1965 ; l'intermède aura été de courte durée.

Retour aux sources

Il reste à prendre en charge l'administration, c'est chose faite avec la mission Lami. Et paradoxe amusant, F. Tombalbaye qui a construit son Parti Progressiste Tchadien en s'opposant aux impôts, à la culture du coton, aux chefferies imposées par la France durant la période coloniale, doit pour récupérer un pouvoir qui lui échappe, pour forcer les paysans à la culture du coton, pour faire rentrer les impôts, faire appel aux Français qui remettent à l'honneur la politique des chefferies...

Que reste-t-il de l'indépendance du Tchad ?

Colmater les brèches

Tout le monde est d'accord, le Tchad est un pays charnière aux confins du monde arabe ou arabisé et du monde noir.

Apparu comme progressiste à ses débuts, le Parti Progressiste Tcha-

dien s'opposait aux chefferies, essentiellement musulmanes, et à l'administration française qui les utilisait. Mais peu à peu, Tombalbaye s'est rapproché de l'une et des autres de telle sorte qu'à l'indépendance, il semblait tout désigné pour assumer la succession du pouvoir dans la continuité.

D'autant plus qu'entretemps les choses évoluaient au nord de l'Afrique et qu'il fallait bloquer la pénétration arabe, à la fois musulmane et relativement progressiste. L'Egypte, l'Algérie, le Soudan, la Lybie, autant de pays arabo-musulmans qui pouvaient constituer un danger pour l'Afrique noire francophone et néocoloniale.

Suivant la théorie des dominos, le Tchad qui a des frontières communes avec la Lybie et le Soudan, dont la moitié de la population est musulmane, pouvait servir de voie de pénétration. Le danger était aux portes de Fort-Lamy. Sans l'intervention directe de la France, le régime actuel ne pouvait survivre. Mais cette intervention sera-t-elle suffisante pour bloquer toute volonté progressiste en Afrique Noire ? Il est permis d'en douter. Déjà le Congo-Brazzaville a vu son régime se radicaliser à la suite de mutations successives. Depuis quelque temps, le Président Bokassa indique par des déclarations fracassantes sa volonté de ne pas apparaître aux yeux des siens comme le sujet de l'ambassade de France.

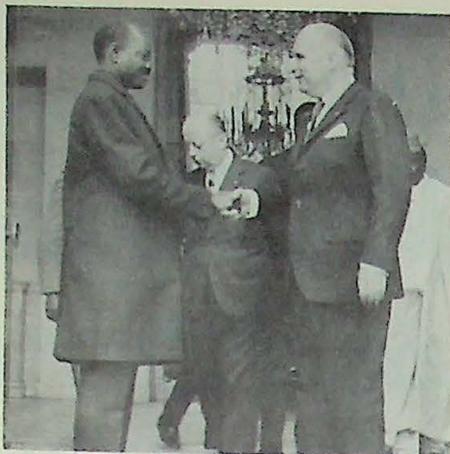
Dès lors, le Tchad apparaît menacé par deux courants, l'un venant du nord par l'intermédiaire de populations arabisées ou islamisées, l'autre du sud, de Brazzaville ou de Bangui.

Dans de telles conditions, la France serait-elle indifférente devant des mouvements subversifs ? De nouveaux coups d'Etat militaires ? Entreprendra-t-elle de nouvelles interventions militaires directes, sollicitées ou non ? Le gouvernement français est-il prêt à faire face à deux, trois ou plusieurs Tchad ?

Les cadavres sont jaunes

Jacques Rennes

A.D.N.P.



Ce qui est sûr, c'est que la France entretient d'excellentes relations avec les pires ennemis des peuples africains : soutien politique des régimes fascistes espagnols ou portugais (le Portugal poursuit trois guerres coloniales dans les « provinces d'Outre-Mer » : Angola, Guinée-Bissau, Mozambique), et vend des armes malgré les recommandations de l'O.N.U. à l'Afrique du Sud qui demeure le pilier de la présence impérialiste en Afrique.

Le dernier mauvais coup a été porté à l'Afrique par les « clients inconditionnels » de la France. Au lendemain de la tournée du Président zambien K. Kaunda dans les capitales occidentales pour décourager les investissements au Mozambique (Cabora Bassa) et la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud — Madagascar, la Côte d'Ivoire, le Gabon, pays francophones les plus soumis aux directives de Paris, annonçaient leur désir de développer leurs relations avec le pays de l'apartheid.

Que ce soit au Biafra, que ce soit sur l'apartheid, la France se retrouve toujours aux côtés des pays les plus ouvertement pro-impérialistes (il en est de même d'ailleurs pour Israël).

Présence française

Jusqu'ici nous avons envisagé la politique de la France sur le plan financier, sur le plan économique, sur le plan militaire. Heureusement, il existe une volonté de la France de développer ses anciennes colonies. Pour cela, elle n'hésite pas à envoyer des milliers de ses ressortissants dans les pays les plus pauvres, dans les zones les plus reculées, pour forcer le développement. De temps à autre, on rappelle par-ci par-là que la France fournit un très grand nombre d'experts au tiers-monde. Est-ce en pure perte ?

Mais ce n'est pas par hasard que les territoires les plus riches reçoivent le plus de ressortissants français. Il y a là une étonnante concordance.

A une époque où la politique française est clairement dominée par les groupes de pression capitalistes, il eût été étonnant que la politique extérieure en Afrique fasse exception.

Pour conclure, nous nous contentons de citer Pierre Jalée dans l'« Impérialisme en 1970 » : « L'Afrique offre un champ d'investissements particulièrement riche quant à la mainmise impérialiste sur les gisements miniers » et cette phrase magnifique de bonne conscience colonialiste de « l'Express » (citée par Jalée) à propos de l'uranium : « la production africaine assure donc une relative autonomie de la France ».

Rappelons seulement que cette production sera fournie par le Gabon, la République Centre Africaine et le Niger. Est-ce par hasard que des troupes françaises ont été expédiées en 1964 au Gabon pour sauver le régime ? Est-ce par hasard que la R.C.A. et le Niger ont des frontières communes avec le Tchad où des Français meurent « pour rien » ?

Le prince Souphanouvong, le chef de la gauche laotienne, avait déclaré, au début de l'offensive contre le sud de son pays, que le Bas-Laos se transformerait en « cimetière » pour les forces américano-saïgonnaises. Sa prédiction se confirme jour après jour. Les troupes d'agression vont en effet de défaite en défaite. Les bataillons sont isolés de leurs arrières, encerclés, soumis à des harcèlements, puis annihilés. Il en va de même des positions d'artillerie. Les hélicoptères américains volent dans des conditions périlleuses et sont abattus en grand nombre. Les premiers communiqués diffusés au début de février annonçaient que « tout allait bien » : les unités « alliées » n'avaient-elles pas déjà coupé « en trois endroits » la piste Ho Chi Minh ? La ville de Tchépone (un tas de cendres, après passage de l'aviation américaine) n'était-elle pas « presque atteinte » ? Nguyen Cao Ky faisait le fanfaron : après la destruction de la « piste », on allait se rendre au Nord, attaquer la R.D.V. ! Aux Etats-Unis, les « colombes », dont les capacités de compréhension de la nature même de la guerre sont plus que limitées, se rangèrent aux arguments de Nixon : puisque les cadavres seraient jaunes, ils n'empêcheraient aucun Américain de dormir...

Un mois plus tard, les optimistes déchantent avec raison, et les « colombes » demandent des comptes à Nixon. En effet, tous les mythes, tous les mensonges colportés sur la « vietnamisation » s'effondrent. Thieu et Ky ont, avec un fantastique appui américain, aligné leurs meilleures troupes et ces troupes se font étriller ! Le baptême du feu se transforme en débandade. Pourtant, près de 2.000 avions et hélicoptères américains sont venus à la rescousse des Saïgonnais et les attaques contre la R.D.V. se sont multipliées. En vain...

La « vietnamisation » de la guerre impliquait l'extension et la prolongation du conflit, et le refus de toute discussion avec l'adversaire. Elle torpillait la conférence de Paris, qui fêtera bientôt son troisième anniversaire. Elle visait à camoufler l'agression, ou plutôt sa poursuite sous d'autres formes. Mais le camouflage a volé en éclats. Nixon est déjà obligé de préparer de nouvelles attaques, pour tenter de faire oublier ses échecs. C'est pourquoi il a annoncé l'entrée en scène dans le Bas-Laos d'unités terrestres américaines « pour porter secours aux pilotes en difficultés » (sic) — en fait, pour renforcer les Saïgonnais en détresse. Il va sans doute dans les prochaines semaines reprendre l'escalade contre la République démocratique du Vietnam. Il continue de rechercher la victoire militaire.

Sa politique vient pourtant de subir un nouveau coup dur au Laos. Ce coup dur porte atteinte au moral, déjà faible, des Saïgonnais qui, comme le notaient les étudiants de Saïgon, se font tuer pour des étrangers au nom d'une politique décidée à Washington. Car, quoi qu'en dise Nixon, la « vietnamisation » a mauvaise presse à Saïgon même, depuis l'invasion du Cambodge surtout, en 1970. Nixon voulait renforcer le régime et l'armée fantoches : il ne fait que les affaiblir.

Ce faisant, il affaiblit aussi sans le vouloir les régimes « amis » du Cambodge et du Laos. Lon Nol, à Phnom-Penh, compte surtout sur les Sud-Vietnamiens pro-américains pour défendre son régime chancelant et son armée inexistante. Mais Thieu doit retirer une fraction de ses troupes du Cambodge pour les envoyer au Laos. Voilà qui fait réfléchir ceux qui, en Indochine, ont un instant cru Nixon et ses slogans sur la « vietnamisation ». Tout ceci renforce d'autre part le Front révolutionnaire indochinois créé l'an dernier.

Nixon a, une fois de plus, raisonné en stratège bourgeois, occidental. Il a cru qu'il suffirait de beaucoup d'argent, de munitions, d'armement perfectionné, d'avions, et de généraux achetés pour, comme par enchantement, mettre sur pied des armées nationalistes au moral d'acier qui parviendraient à casser l'insurrection révolutionnaire et perpétuer la division de l'Indochine. L'Amérique recherche toujours ses Tchong Kai-chek qui seraient à même de vaincre.

Mais il ne suffit pas de décider l'« invention » d'une armée alliée pour l'emporter. Nixon a réussi à créer quelques unités dites d'« élite », mais elles se sont effondrées au premier choc. C'est qu'elles sont formées et endoctrinées à l'américaine, et cette origine étrangère n'est pas sans conséquences sur la tenue au combat et sur le moral. Les rangers et autres « marines » saïgonnais possèdent de beaux fusils tout neufs et de beaux uniformes, mais sortent d'écoles de guerre de type américain, inspirées par

les Américains et non par leur propre peuple. Les défaites au Bas-Laos n'ont pas d'autre explication. Contre une armée de mercenaires se battent des soldats rompus à la guérilla, à la guerre populaire, qui savent pourquoi ils meurent, et pourquoi leurs adversaires ne peuvent l'emporter. Leurs armes ne sont pas meilleures, et ils ne possèdent aucun avion, ni aucun hélicoptère. Mais ils montent à l'assaut avec, pour bagage principal, une tradition révolutionnaire qui a fait ses preuves. Et c'est ce que Nixon ne peut pas comprendre et qu'il ne comprendra jamais.

C'est pourquoi un jeu dangereux risque de se développer en Indochine. Car Nixon ne peut admettre la défaite, il ne peut accepter qu'une fois de plus ces « vietcongs » — comme il dit — hachent menu les bataillons saïgonnais sur lesquels il fonde toute sa politique. Il est donc obligé de venir en aide plus ouvertement encore à ses fantoches. En même temps, il se contredit ouvertement et admet (implicitement) l'échec de la « vietnamisation ». Il s'enferme, il s'embourbe et, puisqu'il a juré de gagner la guerre, il n'a d'autre choix que celui de l'escalade. C'est-à-dire de l'assassinat d'un nombre encore plus grand d'indochinois. Mais ces derniers ont compris eux aussi et depuis longtemps qu'il ne faut rien attendre de bon de l'impérialisme en déconfiture. Le seul argument qu'il comprend est celui des mitrailleuses, des roquettes, de la défaite politico-militaire. Les derniers développements de la situation au Laos montrent la justesse de cette ligne politique et de cette stratégie militaire. □

Quand l'U.D.R. soutient Nixon

L'affaire Tomasini est, paraît-il, classée. Qu'en est-il de l'affaire Jacson dont le pouvoir ne parle pas ? Il est vrai qu'elle ne touche ni notre police, ni nos magistrats, mais les Indochinois. Elle a donc peu d'importance.

Il faut pourtant en parler. Jacson, député de la majorité, président de l'association parlementaire « Amitié France-Vietnam », c'est-à-dire chef du lobby de Saïgon, de Formose, de Séoul et autres lieux de haute démocratie pro-américaine, a, au nom de son groupe, qui réunit une centaine d'élus, approuvé l'invasion du Laos.

Les activités de Jacson sont connues depuis longtemps. Il aime trôner avec le chef de la délégation fantoche saïgonnaise, et avec Letourneau, qui s'est distingué pendant la première guerre d'Indochine et espère que les Américains gagneront la bataille qu'il a perdue.

Mais Pompidou n'avait-il pas, en voyage en Afrique, « déploré » l'invasion du Laos ? Qui faut-il croire ? Pompidou, qui d'ailleurs, pas plus que de Gaulle, n'a jamais condamné l'incroyable politique de destruction systématique du Laos par l'aviation américaine depuis 1964 ? Ou Jacson ? Jacson a-t-il été désavoué par le chef de l'Etat ou par Chaban-Delmas ? Aucuns. Ceci est d'ailleurs logique. Jacson dit tout haut ce que beaucoup pensent dans la majorité, et dans une partie de l'opposition de Sa Majesté. Il est vrai qu'on ne peut à la fois condamner sincèrement les Américains en Indochine, fournir au fantoche Lon Nol de l'argent et des pièces de rechange pour hélicoptères, financer Souvanna Phouma, et mener la guerre au Tchad.

Jacson a raison, comme Tomasini. Avec eux, les choses sont claires. Ils nous rappellent ce que nous savions : l'impérialisme est cohérent. Que d'autres s'amuse, si le cœur leur en dit, à distinguer entre bons et mauvais gaullistes, entre bons et mauvais impérialistes.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

mars 1971

La commune aux travailleurs

ÉLECTIONS MUNICIPALES

mars 1971

Les élections municipales sont celles qui paraissent les plus proches des préoccupations quotidiennes des classes populaires. Chacun a l'impression de saisir ce qui se passe sous ses yeux (problèmes de logement, de transport, d'enseignement). Pourtant cette illusion est trompeuse : les affaires municipales sont devenues dans la plupart des cas la chasse gardée de représentants du capital, de spéculateurs ou de pseudo-réformateurs. Mê-

me dans ce qu'on appelle les municipalités « ouvrières », les choses ne vont pas pour le mieux. Enfermé dans sa prudence gestionnaire le P.C.F. mène des combats défensifs contre la pénétration du grand capitalisme dans l'immobilier et plus généralement dans le cadre de vie. C'est en fonction de tout cela et en réaction contre tout cela que les sections du P.S.U. déterminent leur attitude, qu'elles présentent des listes d'union populaire à pré-

dominance P.S.U., comme à Saint-Etienne, Levallois-Perret, Sarcelles, Nancy, Lyon, etc., ou qu'elles s'allient avec le P.C.F. ou le P.S. sans rien abdiquer de leur indépendance. Nous présentons à titre d'exemple les cas de Nancy et de Toulouse, comme nous rappelons la situation qui est faite aux départements d'outre-mer (en l'occurrence la Réunion).

Nancy

« A la mairie nous ferons autre chose »

Une interview de François Borella

Tribune Socialiste :

— François Borella, après les nombreuses consultations électorales de ces deux dernières années, vous « remettez » ça. D'abord une question personnelle. Est-ce que les diverses campagnes que vous avez menées n'entament pas votre courage ?

François Borella :

— De 1968 à 1970, la population de Nancy a été amenée à se rendre aux urnes plusieurs fois et chaque fois, les électeurs qui ont approuvé notre action et notre combat ont été plus nombreux jusqu'à atteindre 20 % des voix en février 1970 au deuxième tour des municipales. C'est un formidable encouragement pour les gens qui, comme moi-même et les camarades qui sont à mes côtés, ont conduit ces batailles. Mais je sais, oui, qu'en juin dernier, notre avance a été enrayée parce qu'une partie de notre électorat a été trompée par l'opération publicitaire lancée au service de M. Servan-Schreiber. Mais, comme disait Abraham Lincoln, on peut tromper le peuple une fois et sur une affaire, mais pas tout le temps ni sur tout. Aujourd'hui, il est clair que la flambée de juin s'est éteinte comme un feu de paille. Oui je suis confiant et surtout parce que l'implantation militante de notre parti s'est accrue depuis juin. Voyez ma liste et vous comprendrez ce que je veux dire.

Dans le vent

T.S. : Le P.S.U. est, dit-on, « au creux de la vague », de-

puis quelque mois. Qu'en pensez-vous ?

F.B. : Ces comparaisons maritimes (creux ou sommet de la vague, flux ou reflux) ne sont pas très sérieuses. Il y a, dans toute élection, une manière habile de conditionner l'électeur, c'est de lui faire croire que le vent souffle dans un certain sens, que le courant porte ici ou là, pour lui faire oublier que c'est lui qui fait le vent ou le courant. Ne croyez-vous pas, alors, que les élections risquent d'aboutir à un détournement du pouvoir du peuple ?

Notre présence dans ces élections a précisément pour but de permettre au peuple de prendre et de garder la parole.

T.S. : Une nouvelle fois le P.S.U. se présente seul à Nancy. Ne revenons pas sur vos difficultés avec les communistes et les socialistes. Mais enfin, cette solitude ne vous pèse-t-elle pas ?

F.B. : Nous ne nous présentons pas seuls ; la liste d'Union populaire socialiste est présentée par le P.S.U. mais elle est composée d'hommes et de femmes qui appartiennent à toutes les activités, à tous les âges et à tous les quartiers de notre ville ; la majorité n'est pas membre du P.S.U. mais est d'accord avec les positions de notre parti sur la nécessité de mettre les municipalités au service des travailleurs et de la population, qui luttent contre le capitalisme.

Voyez-vous, il faut que la population fasse clairement un choix. Le parti dit socialiste a maintenu à Nancy son alliance avec la droite, les anciens

U.D.R. et les représentants du patronat ; c'est un choix qui en dit long sur les intérêts qu'il veut défendre. Quant au Parti communiste, il a refusé un accord national avec notre parti, parce qu'il n'est pas d'accord avec notre conception de la gestion municipale et parce que nous refusons de nous allier avec les restes du vieux parti radical.

Sans gloire

T.S. : Précisément, quelle est votre position sur le rôle des municipalités et pourquoi refusez-vous de vous allier avec le parti radical ?

F.B. : Voilà deux questions différentes, mais les réponses sont liées, c'est vrai. Nous refusons toute alliance avec les radicaux, car le parti radical est aujourd'hui plus qu'hier un ennemi des travailleurs et de la population pauvre. Ce parti était en train de mourir sans gloire et dans l'indifférence générale quand il a été repris en main par un homme qui en a fait l'instrument du grand capitalisme international, notamment américain. Savez-vous que la firme Holiday-Inn, que M. Servan-Schreiber va faire venir à Nancy si nous n'y mettons le holà, fait 35 millions de dollars de bénéfices par an, c'est-à-dire 17 milliards et demi d'anciens francs ? Quand nous disons que le capitalisme moderne veut mettre la main sur nos communes et notre cadre de vie, nous disons des faits, des chiffres, des réalités. Les soi-disant réformistes sont des gens qui ne font pas de senti-

ments, ils font des affaires, les leurs, et ils savent bien que nous sommes à Nancy leurs seuls adversaires sérieux.

T.S. : Que voulez-vous donc faire, vous, car il ne suffit pas de critiquer...

F.B. : J'y viens. Notre action à la municipalité sera commandée par deux impératifs.

Le premier est de mettre la municipalité au service du peuple. La ville aux portes d'or, dit-on de Nancy, en songeant à l'admirable ensemble du XVIII^e siècle. Mais depuis près de vingt ans, le conseil municipal n'est plus que le représentant de la bourgeoisie qui a fermé les portes aux travailleurs. Regardez la composition des listes Martin ou Bertin, et vous aurez compris. Les travailleurs sont interdits de séjour place Stanislas, comme les chômeurs sont chassés du quartier Saurupt par un quarteron de bourgeois nantis qui veulent en expulser l'A.S.S.E.D.I.C. Nous allons changer cela avec l'appui de la population.

300 licenciements

En second lieu, nous ferons de la municipalité un centre de lutte contre le capitalisme et les profiteurs. Cela signifie d'abord le soutien aux luttes ouvrières et syndicales. Savez-vous que plus de 300 licenciements ont eu lieu dans notre agglomération depuis novembre 1970 ? Qu'a fait la municipalité sortante ? Rien. Savez-vous que Nancy est une des rares villes de France qui n'ait pas de Bourse du Travail ? Je pourrais continuer longtemps.

Cela signifie ensuite la lutte contre la spéculation foncière et pour un urbanisme social. Nous sommes loin du compte à Nancy : le prix des terrains à bâtir a été multiplié par 5 à 8 (voire plus de 600 % d'augmentation moyenne) ces dernières années ; le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme reste secret, contre la volonté des techniciens qui l'ont préparé. □



Un climat de guerre civile

Union Générale des
Travailleurs Réunionnais en France

C'est dans un climat de tension et de violence, d'une gravité sans précédent, que se déroule à La Réunion la campagne électorale pour le scrutin municipal des 14 et 21 mars. Cette fois comme jamais, le pouvoir, non sans raisons, redoute d'être massivement désavoué par la population dont très officiellement près de 25 % de la partie active est au chômage tandis que bien protégés par Paris, une poignée de gens pillent impunément les fonds publics.

Le goût des situations anormales

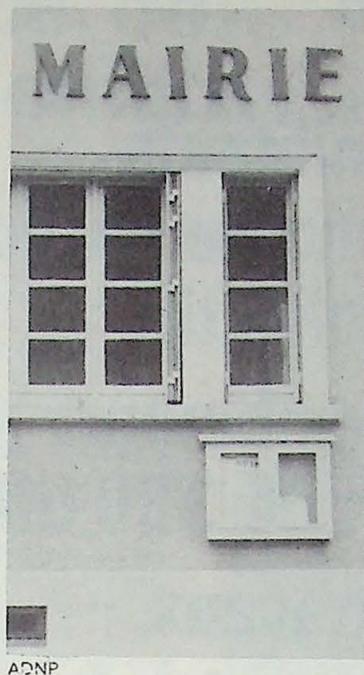
Après avoir mené l'assaut contre l'Association pour le déroulement normal des opérations électorales (A.D.N.O.E.) regroupant toutes les tendances d'opinion, à l'exception de l'U.D.R. qui a refusé son concours par goût des situations anormales, les autorités administratives locales ont remis en honneur les révoltantes pratiques de la fraude électorale après avoir consulté à Paris des membres du gouvernement. Déjà par centaines des cartes d'électeur établies au nom de personnes décédées, parfois depuis plusieurs années, ont été distribuées à profusion.

Par crainte de ne plus pouvoir abuser personne, le pouvoir a pris la responsabilité d'essayer la terreur et de l'exercer désormais sans ménagement et de façon systématique en vue de bâillonner envers et contre tout l'expression de la souveraineté populaire. Autour de David Moreau, le grand maître de la clinique aux milliers d'avortements, sous l'œil bienveillant du préfet Paul Cousseran, avec l'encouragement tacite de M. Michel Debré dont elle se réclame plus que jamais et se dit assurée de la protection, l'U.D.R. locale se livre, de jour et de nuit à des exactions.

Ces exactions sont si fréquentes et si généralisées qu'il est permis de s'interroger sur les intentions véritables de ceux qui les inspirent et les provoquent. On n'agirait pas autrement si l'on cherchait à créer artificiellement une ambiance de guerre civile afin de se donner publiquement le prétexte de faire intervenir des forces de répression, la police de choc et l'armée.

Six blessés en huit jours

1) Des hommes de mains au service de l'U.D.R. multiplient



ADNP

depuis plusieurs semaines contre la population provocations, menaces, attaques à main armée, de jour comme de nuit, sur les routes ou au domicile des particuliers, contre les assemblées politiques de l'opposition. Ainsi, dans la commune de Saint-Paul, le maire U.D.R., Bénard, a organisé un commando, disposant d'un local comme base d'opérations et transporté à bord d'autos et de fourgonnettes, qu'il conduit lui-même et lance à l'assaut des réunions publiques tenues par ses adversaires. Ce commando s'attaque à des personnes seules ou à des groupes de personnes isolées : six attaques, six blessés dans la seule semaine du 8 au 15 février. Quand la police inter-

très précis sur lesquels nous ne pouvions transiger.

Il s'agissait en effet :

- De ne pas mettre les militants P.S.U. en contradiction avec les thèmes développés dans nos campagnes ;

- Tenter de faire disparaître à Toulouse le mythe « Bazerque socialiste » et par voie de conséquence la social-démocratie décadente.

Notre but est clair : contribuer avec le Parti communiste à battre le tandem Bazerque-Baudis. Le second objectif, à plus long terme : par notre propagande et par une gestion étroitement liée aux intérêts des travailleurs faire apparaître clairement les limites imposées par le pouvoir capitaliste. Amener alors la classe ouvrière à prendre conscience des formes nouvelles de lutte, de la nécessité de construire un parti révolutionnaire.

Les discussions avec le P.C. furent difficiles et parfois nous amenèrent fort près de la rupture.

Le texte définitif sur lequel nous avons réalisé l'entente est bien évidemment, lui aussi, un texte de compromis.

Commission des conflits

LA Commission Nationale des Conflits, réunie le 7 mars 1971 au siège du Parti, appelée à statuer sur la plainte déposée par le Bureau National contre :

J. Frénel, J. Piétri et J. Duthéil, de la section de Sarcelles, Fédération du Val-d'Oise.

Motif de la plainte : « Ont jugé bon de négocier, puis de passer un accord avec le P.C.F. pour les élections municipales des 14 et 21 mars, dans des conditions parfaitement irrégulières et contre la volonté de la section de Sarcelles et de la Commission Régionale de Contrôle. »

Après avoir entendu :

- le rapporteur M. Riodel,
- le secrétaire de la section de Sarcelles : G. Pringot,
- J. Frénel et J. Piétri (J. Duthéil étant valablement excusé),
- les témoins : Mireille Marchesani, Michel Périni, Gérard Vignal et Jacques Pupponi.

La C.N.C. constate :

vient, c'est le plus souvent pour interpellier les victimes. Saint-Benoit, Saint-André, Bras-Panon ont été le théâtre d'agissements semblables.

Le gouvernement encourage

2) Ce sont les autorités administratives de La Réunion encouragées de Paris par certains membres du gouvernement qui portent la responsabilité de ces actions lourdes de danger pour l'avenir. Elles ont laissé impunis le pillage des fonds publics par David Moreau, l'attentat perpétré contre Paul Vergès, secrétaire général du P.C.R., le plasticage des locaux du Front

Cependant, à Toulouse, le P.C. a accepté de ne pas développer des thèmes qui lui sont chers : la condamnation des gauchistes, par exemple, telle qu'il voulait l'imposer au P.S.U. à Lyon ; l'unité de la gauche, préférant, comme au Havre, des membres du parti radical aux militants du P.S.U.

En commun, nous condamnons la participation qui a pour but d'entraîner les travailleurs manuels et intellectuels à la collaboration de classe. Nous condamnons également la répression dans les entreprises, à l'université, plus particulièrement contre les militants jeunes.

En commun, nous affirmons « qu'une municipalité de gauche est un moyen de lutte, un point d'appui pour l'opposition à la politique réactionnaire et autoritaire du pouvoir... qu'elle doit être un foyer actif de soutien aux luttes populaires ».

Notre accord nous place aujourd'hui dans les entreprises sur une position offensive.

Elever le niveau de conscience

Aujourd'hui, l'important est savoir juger exactement à quel

— que la section de Sarcelles, dans le cadre des décisions nationales du Parti, n'a ménagé aucun effort pour rechercher un accord politique avec les responsables locaux du P.C.F. ;

— que l'attitude de J. Frénel, J. Piétri et J. Duthéil menant des discussions parallèles avec la section du P.C.F., facilitant ainsi l'intransigeance de celui-ci devant les propositions politiques du P.S.U., a rendu tout accord impossible ;

— que J. Frénel et J. Piétri sont candidats sur la liste d'« Union Démocratique » de Sarcelles. ;

— que J. Duthéil est l'un des signataires du protocole d'accord conclu avec le P.C.F. et le P.S., contre l'avis de la section du P.S.U.

Pour ces motifs, à l'unanimité, la C.N.C. prononce l'exclusion du P.S.U. de J. Frénel, J. Piétri et J. Duthéil.

Cette sanction s'appliquant automatiquement à tout membre de la section de Sarcelles qui participerait ou qui parrainerait la liste d'« Union Démocratique » de Sarcelles, la C.N.C. prononce en conséquence, à l'unanimité, l'exclusion du P.S.U. de J. Pupponi, Michel Périni et Gérard Vignal, candidats sur cette liste. □

de la jeunesse autonomiste de La Réunion (F.J.A.R.), la détention par le secrétaire de l'Union des Jeunes pour le Progrès (U.J.P.) d'un véritable arsenal.

Bien plus, le préfet Cousseran accuse Paul Vergès d'être l'instigateur d'un incendie accidentel, il ordonne l'expulsion du père Michel qui prêtait par trop l'oreille à la voix des pauvres, il interdit la fête annuelle du journal « Témoignages », tente d'empêcher la parution de « L'intrépide » et de « Témoignage chrétien » de la Réunion.

L'U.G.T.R.F. dénonce ces méthodes coloniales ainsi que le régime qui les engendre pour survivre contre la volonté du peuple réunionnais auquel elle apporte soutien et solidarité. □

Toulouse

Municipalité populaire

Si l'on se réfère aux activités locales du P.S.U. et plus particulièrement à la pratique commune que nous avons eue dans le cadre du Secours Rouge avec les groupes révolutionnaires, la décision de présenter à Toulouse une liste P.C.-P.S.U.-C.I.R. n'est-elle pas une simple opération électoraliste, en opposition flagrante avec notre pratique quotidienne ?

A la suite du double refus opposé par Bazerque et le Parti socialiste aux possibilités d'accord avancées par le P.C., celui-ci s'est trouvé isolé.

Au stade actuel de conscience politique, cette rupture de l'unité, à droite du P.C., fut le seul élément significatif aux yeux des travailleurs. Ceci à la charge du Parti socialiste.

Pour les militants révolutionnaires, le choix s'est posé alors en termes simples :

- Soit développer une campagne autonome, claire, sans ambiguïté. A Toulouse, une liste

P.S.U., Ligue communiste, L.O. pouvait être constituée. Cela avait l'avantage de nous rassurer sur notre « cohérence » mais sans tenir compte de la réalité que représentent les élections pour l'ensemble des travailleurs.

- Soit tenir compte de cette réalité, de ce que représente le P.C. pour la classe ouvrière et alors mener avec lui une campagne non sur la base d'un accord politique encore aujourd'hui impossible mais en fonction de la solidarité de classe face à une social-démocratie pourrie.

Cette deuxième solution ne pouvait être considérée que dans les limites d'un compromis tactique « imposé » par les travailleurs et par la perception qu'ils ont à la fois des groupes révolutionnaires et du P.C.

Le rôle des groupes d'entreprises fut déterminant. La décision prise d'une possibilité d'accord avec le P.C. n'allait pas sans souligner quelques points

point se trouve la classe ouvrière dans son ensemble, « de savoir expliquer (notre) tactique de manière à élever et non à abaisser le niveau de conscience général du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre ». (Lénine, « Le gauchisme »)

Il importe d'ajouter que cette tactique a pu être imposée en raison de l'attitude sans ambiguïté du P.S.U. dans les mois passés. Il ne peut avoir de théorie juste sur une pratique fautive.

Parce que nous nous sommes battus contre la répression, parce que les militants P.S.U. participèrent à toutes les manifestations du Secours Rouge sur Burgos, parce que nos groupes d'entreprises se battent pour le contrôle ouvrier et la prise du pouvoir par les travailleurs, notre choix politique est clair. Notre participation aux élections aux côtés du P.C. n'est pas, comme certains voudraient le dire, un aspect d'une politique opportuniste. Ce n'est qu'un des aspects de notre tactique pour amener la plus grande masse à la révolution.

Nous pensons avoir répondu ici à la première question. □

Le nouveau siège central du Parti est maintenant acheté

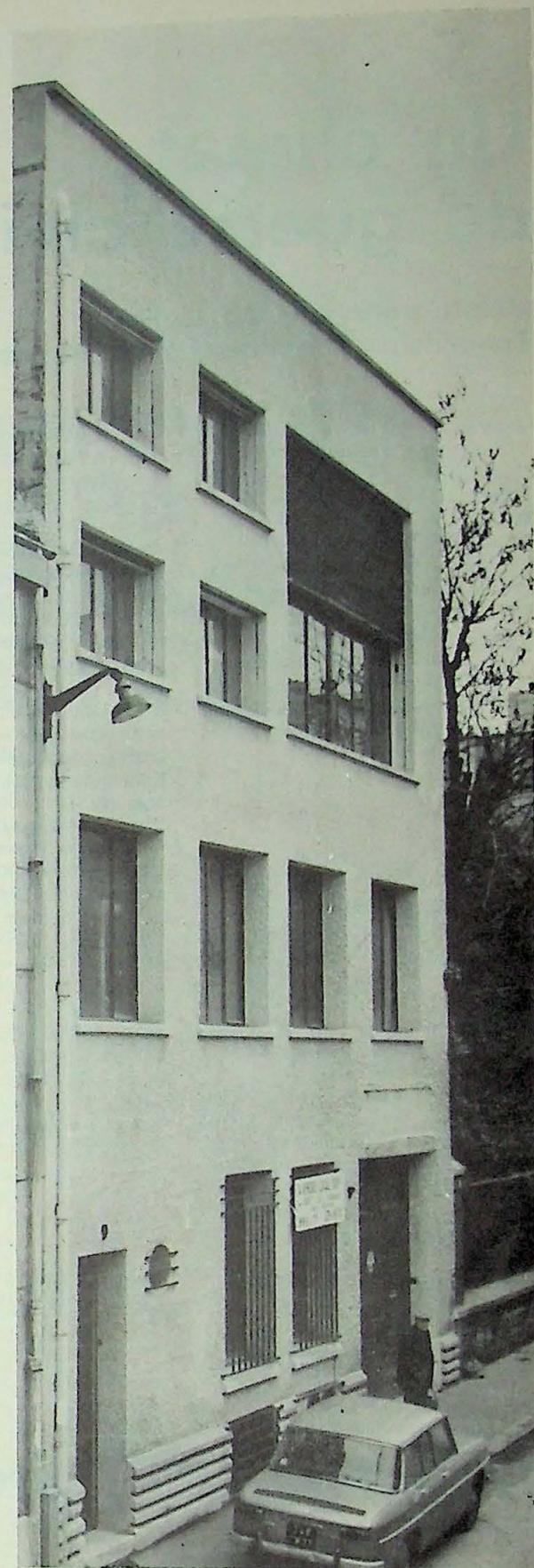
mais

- 50% des militants n'ont pas encore participé à l'effort collectif
- Il reste à rembourser un emprunt de 380 000 F
- Il y a des travaux d'aménagement à faire, des meubles à acquérir

Il faut donc poursuivre la souscription

Donner ou collecter pour le siège central, c'est une

tâche militante



CONSEIL NATIONAL

Le Conseil National des 22-23-24 janvier 1971 se félicite de l'effort fait par l'ensemble du Parti pour l'acquisition du nouveau siège central

Il approuve les dispositions et décisions prises par la direction du parti en ce qui concerne le choix de l'immeuble et les modalités de financement de l'achat.

Il estime nécessaire pour l'aménagement des nouveaux locaux et pour diminuer au maximum les charges de l'emprunt contracté de poursuivre la souscription.

Il fixe comme objectif le remboursement anticipé de l'emprunt d'ici le 31 décembre 1971. Il demande à la Direction nationale de prendre toutes les mesures nécessaires à une installation rapide des organes centraux dans les nouveaux locaux.

Il demande à toutes les fédérations de collecter d'ici la fin de l'année, par les moyens qu'elles estimeront les plus appropriés, une somme équivalente à un timbre trimestriel complet de cotisation par militant.

Un effort particulier devra être fait en direction des militants qui n'ont pas encore participé à l'effort collectif du parti.

Les versements sont à faire par C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre du P.S.U.

C.C.P. 14-020-44 Paris

en les envoyant à

TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e

Elf

Menace de licenciements massifs

Michel Camouis

L'actualité récente a mis en vedette le pétrole et les sociétés françaises (à capitaux d'Etat majoritaires) qui en assurent la recherche, le raffinage et la distribution. Dans les derniers mois, c'était la S.N.P.A. (Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine) avec des modifications de structures en jonction avec la chimie et les transports de personnel que ces modifications entraînent. Aujourd'hui c'est Elf-R.E. (Elf-Recherche et Exploitation) qui annonce que va se « poser un problème » pour les deux tiers des 1.100 agents qui travaillent pour l'exploitation du pétrole algérien ; en clair, la menace d'un licenciement pèse désormais sur quelque 800 à 1.000 salariés (soit 30 % du personnel de l'entreprise).

Le contexte pétrolier général présenté comme « difficile pour la France » n'est en fait pour une grande part que la couverture pour une autre opération qui s'appelle rentabilisation.

Car en fait, même si l'évolution des relations avec l'Algérie n'avait pas été telle, les licenciements auraient quand même lieu ; c'est une opération préparée, planifiée de longue date. Déjà il y a un an les sections C.G.T. et C.F.D.T. appelaient l'attention sur un certain nombre d'indices : enquête du cabinet d'organisation Mac Kinsey qui conclue à un sureffectif ; mise à la retraite anticipée de 80 salariés d'Elf-R.E. Boussens ; notation inférieure à la moyenne de 10 % d'agents qui sont des « médiocres à éliminer » car « la sécurité de l'emploi ne peut s'étendre qu'au personnel qui la mérite » (déclaration de la direction au C.E. du 24-10-69).

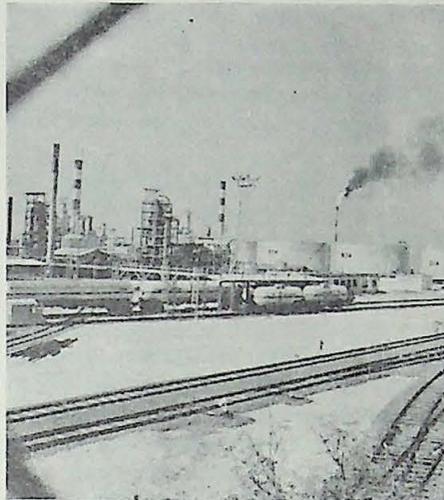
Et puis, si l'on s'en tenait vraiment à cette politique de « coopération avec les pays du tiers monde », il n'y aurait aucune raison que les 470 salariés français d'Elf en Algérie rentrent précipitamment. Car, ce qui rendra leur retour peut-être inévitable, ce n'est pas la nationalisation à 51 % des sociétés françaises en Algérie mais l'exigence du gouvernement français d'une nationalisation TOTALE, car ne plus vouloir participer en rien au financement de l'exploitation (alors qu'une indemnisation est assurée pour la fraction nationalisée), c'est ne tenir aucun compte du personnel français en Algérie au détriment de qui se fera cette politique du pire.

Les raisons profondes de ce choix, c'est que le gouvernement français, réduisant chaque année sa subvention à l'E.R.A.P., veut parvenir à l'autonomie financière de ce groupe en 1972, alors la meilleure manière d'économiser n'est-elle pas de licencier ?

Les mêmes choix se font d'ailleurs à Elf-Union où n'interviennent pourtant les problèmes actuels avec l'Algérie : à la raffinerie de Gonfreville, la direction vient d'annoncer que la rentabilité exigeait de quintupler la production (qui passerait de 2 à 10 millions de tonnes) en même temps qu'on réduirait le personnel d'un tiers !

Que font les syndicats contre cette politique ? Les syndicats réactionnaires ont tout simplement préparé les travailleurs à accepter les licenciements.

Fin 69, la C.G.T. annonçait par voie d'affiche la menace de 250 licenciements en 5 ans. Cette publicité donnée à une information « confidentielle » soulevait une intense indignation du côté de l'U.G.T.-F.O.-C.F.T.C. Ces syndicats



A.F.P.

accusant la C.G.T. de vouloir « ruiner délibérément le moral du personnel » (on demandait l'exclusion du délégué C.G.T.-C.F.D.T. à la commission de l'emploi, et, au Comité d'entreprise, tous leurs représentants votaient cette exclusion... en compagnie du directeur général ! On a les alliés qu'on mérite)...

Tout récemment encore F.O. et C.F.T.C. diffusaient un tract lénifiant et ambigu qui disait : « S'il arrivait par malheur qu'il faille licencier du personnel, c'est en grande partie par les jeunes embauchés que l'on commencerait. Le problème est donc insoluble (...) Cette sérieuse menace sur le personnel Elf-R.E. n'est pas heureusement d'une gravité immédiate » !

Aujourd'hui l'ensemble des syndicats présente un front commun pour... pondre du papier. Aucune assemblée générale du personnel n'est prévue ni aucun mot d'ordre mobilisateur n'est lancé. Et les responsables staliniens à l'intérieur de la section C.G.T. s'alignent sur les positions des jaunes de F.O. sous prétexte d'unité à tout prix. Cette position est d'autant plus scandaleuse que débutent dans les prochains jours les négociations de salaires pour 1971 de sorte qu'il y avait beaucoup de choses à discuter avec le personnel. Mais, aussi bien sur les augmentations uniformes que sur la sécurité de l'emploi, les bureaucrates syndicaux, toutes étiquettes confondues, s'en tiennent à une prudente expectative.

Comme l'an dernier, leur inertie pourrait bien être bousculée par les salariés exigeant une assemblée générale pour prendre en main ces problèmes décisifs.

La Fédération C.G.T. du sous-sol n'a-t-elle pas « une propension à imposer ses conceptions plutôt qu'à convaincre » ?

La question de la démocratie syndicale telle qu'elle a été exposée récemment par Séguy se pose avec acuité à Elf-R.E., entreprise pétrolière dont les sections syndicales dépendent de la Fédération du sous-sol.

La section C.G.T. d'Elf-R.E. Paris s'est donnée, il y a 2 ans, une direction régulièrement élue qui entend prendre en charge les revendications du personnel telles que celui-ci les exprime : entre autres, augmentations uniformes des salaires, journée continue, répartition correcte des avantages sociaux du C.E.

La section est dès lors en butte à des attaques sur deux fronts :

- Du côté patronal, c'est une tentative de discrimination et la répression hypocrite sous couvert de lacunes sur le plan professionnel, notations très mauvaises de deux secrétaires de la section, avertissements disciplinaires et, manœuvre classique dans les boîtes de ce type, expatriation à l'improviste. Ces diverses tentatives n'ont eu qu'un résultat médiocre car la protestation du personnel, l'unité entre les sections C.G.T. et C.F.D.T. et — bon gré mal gré — l'intervention des autres syndicats les ont contrecarré.

- A l'intérieur de la section syndicale C.G.T., c'est depuis quelques mois une vive opposition de la part d'une clique d'ingénieurs et de gros ETAM et de militants du P.C. hélas, bien conditionnés. Tous les moyens sont bons : enlever du panneau une affiche régulièrement adoptée par le bureau ; obstruction systématique à la tenue d'élections claires avec expression des divergences ; appel à la Fédération pour « arbitrer les conflits » ; et c'est alors le secrétaire de la Fédération en personne qui participe à des violations de toutes les règles syndicales essaie de faire voter séance tenante l'exclusion de la C.G.T. du secrétaire de la section, nomination d'un « triumvirat » pour le remplacer ! Et pour finir, injures et calomnies à l'encontre d'observateurs C.F.D.T. dont la présence même est contestée.

On fait donner encore la section de Elf-R.E. Boussens qui, en la personne de son hystérique secrétaire, désavoue publiquement les prises de position de la section de Paris.

Pourquoi cette violence, ces procédés staliniens ? Parce que les revendications présentées par la section recueillent de la sympathie dans le personnel alors que les responsables de la section passent pour gauchistes. Et même les ingénieurs ne sont pas effarouchés par les prises de position de la section comme les dernières élections du C.E. l'ont montré ; ce qui enlève leurs derniers arguments aux défenseurs inconditionnels de l'UGICT.

Et l'inverse est vrai : les mesures adoptées par les responsables staliniens sont désavouées par le personnel. Le délégué C.G.T. au C.E., responsable d'un budget d'austérité qui a taillé dans les indemnités de scolarité et les primes de vacances, s'est vu infliger un camouflet quand des pétitions demandant l'annulation de ces mesures ont recueilli des centaines de signatures.

Alors, les déclarations fracassantes de Séguy sur la démocratie syndicale, où s'appliquent-elles ? Pas à la Fédération C.G.T. du sous-sol, ni dans un certain nombre de sections visiblement.

Les échecs apprennent à durcir les luttes

Entretien avec un gréviste

En octobre, lors du vote du budget P.T.T., les syndicats dans l'unité ont appelé à une semaine d'action. En novembre, grève de 24 heures dans les centres de tri. Depuis une série de grèves catégorielles (chauffeurs-auto, conducteurs du transbordement, ambulants, techniciens, cadres, etc.).

Nous venons de remettre ça pour 24 ou 48 h, selon les services, dans la plus grande confusion (les syndicats ont présenté des revendications différentes).

Qu'avons-nous obtenu ?

Rien ou des miettes. Il convient de tirer les conclusions.

Malgré la combativité et le fort pourcentage des grévistes, les grèves de 24, 48 h, et catégorielles n'aboutissent pas : c'est que l'adversaire est solide et ne cédera que face à des luttes plus résolues.

Qui est notre patron : l'Administration, c'est-à-dire l'Etat capitaliste qui a tous les pouvoirs et entend bien s'en servir, qui tient avant tout à garder ces pouvoirs et ne lâchera prise que contraint et forcé. En ce moment ce n'est pas une grève de 24 h, même répétée qui l'obligera à céder.

Durcissons nos luttes

Ne tenons plus compte du préavis imposé par l'Etat capitaliste. Le préavis permet au pouvoir de prendre des dispositions qui limitent les effets de la grève. Galley a prévenu les usagers que les paquets non urgents seraient refusés pendant la grève. De restrictions en restrictions verrons-nous bientôt seuls les télégrammes et les exprès acceptés pendant la grève ?

Avançons des revendications communes à tous les postiers, que nous soyons aux chèques, au technique, au tri, etc. L'administration nous a divisés en de multiples catégories pour mieux nous exploiter. C'est à nous postiers de nous unir pour riposter et nous défendre.

Les grèves de 24 h font connaître nos revendications mais sont insuffisantes pour les faire aboutir. Conséquence plus grave : elles risquent d'être démobilisatrices. De plus en plus nombreux sont les postiers qui réclament une grève de longue durée, seule susceptible d'imposer nos revendications.

Ainsi notre lutte rejoindra celle des autres travailleurs qui combattent aussi contre l'oppression de l'Etat patron. Seule l'union dans la lutte de tous les travailleurs du secteur public et privé mettra l'Etat-bourgeois en difficulté et préparera le socialisme.

● *Propos recueillis par Michèle Descolonges.*

Pechiney

Vingtième jour à St-Jean-de-Maurienne

De notre correspondant

Des actions sporadiques ont vu le jour un peu partout dans les usines productrices d'aluminium, bien avant la grève qui nous occupe ; pour ne citer que les plus récentes, mentionnons :

— MONTRICHER (Maurienne) :

— LA PRAZ (Maurienne) : le 21-1 : grève des heures supplémentaires décidée dès le mois de décembre 1970 ; 24 heures grève générale y compris la maîtrise ; le 28-1 : autre grève générale de 24 heures.

Dans ces deux usines, l'action se poursuit par grèves de 24 heures échelonnées.

— NOGUERES (Basses-Pyrénées) : lance le 6 février une grève de la fonderie, la direction ayant répondu aux questions formulées (changement de catégorie pour les couleurs et les conducteurs de fours) par une exigence

d'abandon d'une partie des revendications (pour les conducteurs de fours) et de prise en charge de travaux supplémentaires (pour les couleurs) : ceci en contrepartie des miettes éventuellement accordées.

Le 9 février, aucune réponse de la direction, mais une menace d'arrêt des cuves d'électrolyse (équivalente à un lock-out, dans la mesure où l'outil de travail est rendu indisponible — voir à ce propos la technologie de fabrication de l'aluminium et les impératifs de coulée du métal).

Enfin, le 12 février, les travailleurs votent la reprise après avoir obtenu satisfaction sur quelques points (catégorie des couleurs passant de 135 à 145 ; pas de changement pour les conducteurs de fours, mais prime spéciale de poste). En résumé, un gain pouvant se chiffrer à 20 F par mois pour une semaine de grève...

— SAINT-JEAN (Maurienne)

Le 12 février, la fonderie se met en grève. Les travailleurs réclament :

— augmentation de 12 % traduits par : 6 % hiérarchisés, 6 % valeur fixe calculés sur le coefficient 200 ; soit 122 F sur le salaire de base mensuel (T. 40) ;

— accès au maximum de la catégorie supérieure ;

— amélioration des conditions de travail ;

— une heure d'information payée par mois ;

— réduction de la durée du travail ;

— révision des classifications (il n'est pas normal qu'un agent à un poste de travail pendant de nombreuses années reste toujours à la même classification, il doit avoir des échelons et passer à des coefficients supérieurs).

Problème de fond posé sur les salaires et les classifications compte tenu :

— de la baisse progressive du pouvoir d'achat ;

— de l'évolution des techniques, des méthodes de travail, des compétences ;

— des disparités de salaires à l'intérieur même de la compagnie ;

— l'absence de possibilités de promotion dans des postes donnés.

Les revendications exprimées concernent l'ensemble du personnel et sont valables de même pour les autres usines. Partout on ressent un désir d'harmonisation à l'intérieur du groupe pour tous ces problèmes.

Le 15 février, l'action engagée dans les autres usines (par atelier ou ensemble complet) continue (voir plus haut La Praz, etc...). L'usine de LA SAUSSAZ manifeste son soutien en engageant l'action avec Saint-Jean. Une information à toutes les sections syndicales du groupe, leur proposant d'engager ou de continuer l'action, est diffusée. Parallèlement à l'action qui se durcit, les syndicats unis C.F.D.T.-C.G.T. demandent l'ouverture de discussions au niveau de la direction générale, estimant qu'après les réunions U.I.C. et la somme des revendications posées (salaires, classifications, mensualisation, droit syndical, etc...) la solution est du ressort de celle-ci. La Maurienne demande à toutes les sections Pechiney la généralisation du

mouvement afin d'obliger la direction générale à ouvrir dans les jours qui viennent une réunion paritaire.

A Saint-Jean jusqu'alors l'action a pris la forme d'un mouvement tournant limité en durée pour chaque service (parallèlement à la fonderie). Or, la direction n'ayant donné aucune suite aux différentes revendications, mais menaçant, en revanche, d'arrêter les cuves en même temps qu'elle prétendait « attendre la visite des délégués » pour discuter, et qu'elle faisait pression sur le personnel par un chantage sur la marche de l'usine, les travailleurs de la fonderie ont décidé de poursuivre seuls le mouvement et de prendre en charge désormais toutes les revendications de Saint-Jean.

En même temps, le restant du personnel prenait en charge les quatre-vingts grévistes tant sur le plan financier (aide de 100 F demandée à chacun) que sur le plan des revendications en adoptant intégralement leur contenu.

Le 18 février, une assemblée générale confirmait les décisions antérieures et renforçait les travailleurs dans leur volonté d'aboutir.

Le 22 février, l'usine de L'Argentière (Hautes-Alpes) décide une grève générale de 48 heures.

Partout, dans la Maurienne et dans les autres usines, un appel est fait en faveur d'un mouvement de solidarité avec Saint-Jean (collectes, distribution de tracts, affichages, etc...).

Le 1^{er} mars, tous les travailleurs de Saint-Jean décident une grève générale de 24 heures.

Le 2 mars, une assemblée générale décide la poursuite de la grève de la fonderie, en même temps que sont organisés des mouvements tournants alternés dans tous les ateliers. Une demande d'arbitrage a été déposée à l'inspection du travail.

Le travail d'information et d'appel à l'unité alors que commence le vingtième jour de la grève, en même temps qu'il est étendu à l'échelon du département, est intensifié auprès des autres usines du groupe ou de la profession. Il est absolument nécessaire qu'un soutien permanent sur tous les plans soit apporté aux grévistes pour que leur mouvement ait des chances de succès. □

Transports Citroën

L'attitude ancestrale d'une direction

Philippe Guyot

Les conducteurs-receveurs des transports Citroën ont été contraints à la grève depuis la semaine dernière et rien ne laisse supposer une reprise éventuelle du travail. En effet, la grève illimitée a été décidée en fonction des licenciements abusifs de certains conducteurs d'autocars.

Ayant refusé toute discussion, le patronat a contraint la base à réagir. Ce que celle-ci réclame c'est une politique de contrat mensuel, c'est qu'on cesse de jongler avec la vie des gens, autrement dit de licencier pour pouvoir embaucher plus

tard et d'embaucher pour se permettre ultérieurement de licencier.

Mais la direction générale n'accepte aucun dialogue avec les représentants syndicaux sous prétexte que rien n'est possible tant que dure la grève. Il faudra bien pourtant entamer des négociations sur la réintégration du personnel licencié et permettre ainsi la reprise du travail. Car ce que veulent les employés de Citroën, c'est tout simplement la garantie de l'emploi. En être encore là en 1971, c'est tout simplement dramatique... □

Castelsarrasin

Licenciements à l'usine Dantin

La société anonyme Dantin est spécialisée dans la construction de charpentes métalliques. C'est une entreprise familiale implantée à Castelsarrasin depuis 1958.

Elle emploie soixante-six ouvriers, quatre au bureau d'études et trois employés.

Depuis quelques années elle s'est rendue acquéreur d'un terrain dans le village de Casseneuil, non loin de Villeneuve-sur-Lot, à 90 km de Castelsarrasin. Ce village de Casseneuil, de 1.300 habitants, ne présente aucun avantage pour la société car il y a beaucoup moins de facilités de transport qu'ici où nous avons la R.N. 113, la voie ferrée Bordeaux-Toulouse et le canal.

Néanmoins, après les événements de mai 68 et une certaine agitation qui eut lieu à la suite de licenciements de responsables syndicaux, joint à des dissensions au sein du Conseil municipal dont Dantin est un des adjoints radicaux, il s'est mis à construire sur le terrain acheté, et il y a investi, à ses dire, 250 millions.

Actuellement la nouvelle usine

est terminée et une quarantaine d'ouvriers plus un ingénieur et un dessinateur y sont occupés.

Le 30 décembre passé tous les employés de l'entreprise (ouvriers + bureau d'études) ont reçu une lettre de préavis de deux mois et d'un mois pour ceux qui ont moins de deux ans de présence. Ils avaient jusqu'au 18 janvier 1971 pour accepter d'aller à Casseneuil ou à être licenciés.

Au reçu de la lettre de préavis les délégués du personnel ont demandé à l'inspecteur du travail de venir à Castelsarrasin. Ils sont intervenus auprès de la municipalité car le P.-D. G. Dantin arguait que son départ était dû au fait que la municipalité n'avait rien fait de ce qu'elle avait promis pour l'extension de son usine. (Voirie, classement en zone industrielle, signalisation.)

A la demande des délégués, une table ronde réunit le sous-préfet, le maire, l'inspecteur du travail et les délégués. Il n'en sortit pas grand chose sinon que Dantin s'est servi de cette affaire pour mettre en accusation la municipalité (les

élections ne sont pas loin et il ne serait plus sur la liste du maire) et que d'autre part si les arguments du maire sont juridiquement exacts il s'avère cependant que sachant les préparatifs de transfert de l'usine la municipalité n'a rien fait pour le retenir.

Les délégués ont ensuite créé un comité de défense de l'emploi où se retrouvent les représentants des différents syndicats et des membres de partis politiques à titre personnel.

Aucune action publique n'a été faite. Seul le P.S.U. a fait un tract (« Appel à la population ») qui a été distribué à la sortie de chez Dantin et à l'usine Cégedur G.P. ainsi que dans toutes les boîtes à lettres. Silence complet de la C.G.T. (qui est le syndicat de l'usine Dantin), et du P.C. Quant au P.S. il a fait passer un article dans « La Dépêche » dans lequel il ne cite même pas le nom de l'usine Dantin. Il est vrai que M. Dantin est au parti radical.

Actuellement il semble que le P.-D. G. ne soit plus si pressé de partir car il a allongé d'un mois le préavis de ceux qui n'avaient droit qu'à un mois.

Peu d'ouvriers (douze) ont accepté de partir et les cadres sont également réticents. Est-ce l'approche des élections qui fait que tout à l'air d'être au point mort ? Et les élections passées, ne sera-t-il pas trop tard pour engager d'autres actions ? □

secteur d'Oullins, Pierre Bénite, Irigny, Feyzin, à leur apporter un appui total.

Les travailleurs de l'« Air liquide » doivent gagner !

Allez aux entreprises « Air liquide » de Feyzin, d'Irigny. Prenez contact avec les piquets de grève ! Apportez leur une aide financière. □

Feyzin Vers le contrôle ouvrier

Le groupe d'Etat Elf-Erap prend de l'âge ; il estimait récemment être sorti de la période difficile de son implantation. Son souci présent est essentiellement d'améliorer la rentabilité de l'entreprise. Pour cela et en conformité avec les méthodes du système capitaliste, la direction du groupe Elf a porté naturellement son choix sur la solution de facilité (pensait-il) : les économies sur les frais de personnel.

Les réactions ne se sont pas faites attendre.

En effet, depuis plusieurs mois, dans les Raffineries Elf, une commission dite « d'organisation et de réduction des coûts » (du nom de Malpas) avait pour mission de servir comme prétexte à la direction pour arriver à ses fins : la suppression de nombreux postes de travail.

A la raffinerie de Feyzin, la première mesure était appliquée au service de sécurité.

Les faits

Les postes d'échantillonneurs du laboratoire devant être supprimés, les agents de sécurité (pompiers professionnels de la raffinerie) apprennent le 9 février qu'ils sont chargés, à partir du 10 février, du ramassage des échantillons dans l'usine.

Unaniment, les pompiers décident de refuser à faire ce travail anexe, nuisible à l'efficacité du service de sécurité. Ainsi le jeudi 11, à 7 h. 30, alors que les pompiers étaient en grève, un feu se déclare à la pompe 4 ; théoriquement le pompier (échantillonneur) aurait dû être absent du P.C. sécurité (la raffinerie fait plus de trois kilomètres de longueur). Mais le refus catégorique des agents de sécurité de faire le transport d'échantillons a permis à l'équipe de quart d'intervenir immédiatement d'une façon efficace sur le sinistre de la pompe 4.

Le 10 février, à la relève de 6 heures et 14 heures, le directeur vient en personne faire pression sur les pompiers présents pour qu'ils acceptent leurs nouvelles tâches. Devant le refus des présents, le directeur distribue des lettres d'avertissement. La réaction ne se fait pas attendre : **tous les pompiers décident une grève totale des travaux** (y compris les bons de feu pour les entreprises extérieures) ; la sécurité est néanmoins assurée, l'effectif normal des pompiers est en place et prêt à intervenir en cas de besoin.

Surprise par cette réaction, la direction cherche tous les moyens pour reprendre la situation en main, car cette « indiscipline » ne pourrait-elle pas faire tâche d'huile dans le groupe Elf et remettre ainsi en cause les projets de la direction ?

Elle cherche à négocier avec les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. qui refusent tout compromis. Elle propose un arbitrage et l'intervention de l'inspecteur du travail, là encore sans succès. La direction de la main-d'œuvre propose un arbitrage mais à condition qu'auparavant les organisations syndicales s'engagent à respecter les décisions... Toutes les pressions (d'où qu'elles viennent...) sont bonnes.

Le chantage continue, et la direction parle même de lock-out. Il est bien évident que le résultat de l'opération sera de monter l'opinion publique (et une partie des travailleurs) contre les organisations syndicales et les pompiers.

Le rapport de force est du côté des travailleurs — sauront-ils l'utiliser ?

En refusant les modifications des conditions de travail qu'on voulait leur imposer, les pompiers de Feyzin ont donné l'exemple aux **travailleurs du groupe Elf**, tant compromis dans leur emploi (réduction des effectifs à Elf-Union et à Elf-Distribution, 800 personnes concernées par la nationalisation algérienne...), de ce que peut être le contrôle ouvrier.

Mais **tous les travailleurs** sont concernés. Au nom des profits, la direction Elf compromet la sécurité, et cela plus spécialement dans une raffinerie où le profit capitaliste a fait ses morts. Le 28 avril 1970, le tribunal correctionnel de Vienne (Isère) avait retenu la culpabilité de tous les prévenus. Le 25 janvier, à Grenoble, les condamnés ont fait appel et la défense a plaidé la relaxe. On attend le jugement de Feyzin...

On aurait presque envie de dire : « Après cinq ans, on efface tout... et on recommence ! » □

Air liquide Les travailleurs en grève

Oui, depuis le lundi 1^{er} mars, les travailleurs des établissements « Air liquide » de Feyzin, Irigny, Decines, sont en grève, de même que ceux de la plupart des autres usines françaises de ce trust aux 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, avec 100 filiales, 300 usines situées dans 50 pays des 5 continents, et ayant presque une situation de monopole mondial des gaz comprimés.

Pourquoi ?

Parce que les 17 et 18 février, les représentants des organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O. ont refusé de s'incliner devant la direction qui prétendait ne leur accorder que des miettes et, mieux encore, en assurer elle-même la répartition en offrant 4 % d'augmentation au 1^{er} janvier 1971 et 2 % au 1^{er} septembre, ce qui comblait d'aise la C.G.C. qui s'est empressée d'accepter.

Une répartition à l'envers

Jusqu'ici dans cette entreprise 10 % d'ingénieurs et cadres se partageaient 26,50 % du gâteau ; 23,5 % d'agents de maîtrise 27 % ; et les 67 % d'ouvriers et employés 46,50 % Si l'« Air liquide » a une telle con-

ception de la répartition, c'est avant tout qu'elle cherche à s'attacher ses cadres et agents de maîtrise pour des raisons d'ordre technique, mais surtout pour les conditionner en intermédiaires dévoués et chargés de faire respecter l'autorité dans l'entreprise, suivant sa propre conception.

Les travailleurs ont dit non

Les délégués syndicaux ont refusé d'aller répartir les maigres miettes de cette direction qui, en plus, leur faisait du chantage en disant : « signez ce que l'on veut bien vous donner, ou vous n'aurez rien. »

Les travailleurs ont répondu comme il se doit : en arrêtant la production. Par cette lutte, les travailleurs de l'« Air liquide » posent le **contrôle sur les décisions qui les concernent**. Ils sont conscients de leur force, de la jeunesse, leurs luttes et ils participent ainsi au combat que mène sans arrêt depuis mai 68 la classe ouvrière contre le système capitaliste.

Le combat des travailleurs de l'« Air liquide », c'est aussi celui de tous.

C'est pourquoi le P.S.U. appelle tous les travailleurs, la population du

Vie quotidienne

Suicides dans l'armée en Allemagne

Nous recevons deux lettres d'appelés, encasernés en Allemagne. Ces camarades font état de suicides : l'une prévoyant l'issue « normale » de ce service militaire de un an, l'autre expliquant le processus qui peut amener un jeune soldat à se suicider.

Si je vous écris, c'est en tant que porte-parole d'un groupe de camarades et ce pour vous parler de la répression dans l'armée et de ses conséquences (...).

Alors que nous étions réunis dans une chambre, nous apprimes qu'un des nôtres avait tenté de se suicider, qu'il avait été envoyé à l'hôpital de Fribourg et depuis plus rien. Des consignes très strictes ont été données pour que cela ne s'ébruite pas.

Malgré elles, nous nous sommes aussitôt renseignés et avons appris pas mal de choses.

D'abord qu'en septembre, un aspirant dentiste du contingent s'était suicidé : cela ne s'était pas su. Le père de notre camarade est commandant et occupe une place importante à Paris. Dernièrement, il avait écrit au colonel du 5^e R.H. en lui demandant de « visser » particulièrement son fils.

Nous avons ensuite réussi à refaire l'emploi du temps des jours précédant sa tentative.

Jeudi 25 février

Réveil à 3 h 30 pour aller tirer cinq cartouches de fusil à (...).

Retour au 5^e R.H. à 13 h 00.

Départ le même jour à 20 h 00 pour manœuvres à (...).

Vendredi 26

Arrivée à (...) à 0 h 30.

Campement sur le terrain de 1 h à 4 h 30.

Pourquoi l'armée française considère-t-elle ses jeunes recrues comme des animaux ? Journellement traités de bœufs et de puces par les gradés pompeusement appelés « cadres » ; continuellement menacés et même brutalisés, nous sommes obligés de tout accepter sous ce flot d'injures humiliantes qui nous fait perdre toute dignité humaine.

Trois jours de caserne dans de telles conditions et nous apprenons que l'un d'entre nous s'ouvre les veines, l'autre saute du deuxième étage, sans parler de ceux qui s'écroulent sous l'effet de crises de nerfs infernales. La qualité médiocre et la quantité insuffisante des repas qui nous sont servis nous obligent à faire les frais de nourriture supplémentaire indispensable pour nous maintenir dans ce climat rigoureux de la Forêt Noire. Le crâne rasé (3 fois en 15 jours), vé-

4 h 30 : lever et réchauffage des véhicules.

L'E.B.R. (Engin Blindé de Reconnaissance) piloté par X... tombe en panne.

(Ici j'ouvre une parenthèse : une dizaine de jours auparavant une revue d'inspection avait été faite ; à l'issue de celle-ci, 50 % du matériel blindé avait été déclaré hors d'usage.)

Il ne sera dépanné que le soir à 23 h 00. Pendant tout ce temps, il est resté avec son équipage, abrité dans son véhicule d'une tempête de neige.

Samedi 27

Retour au régiment à 4 h.

Réveil à 5 h 30 pour la préparation de la prise d'armes hebdomadaire. Sa carte de sortie lui sera supprimée pour le week-end : manteau non repassé - perte de gants.

A 18 h 00, alors qu'il était dans la salle de repassage, selon la version officielle, il tombe d'une fenêtre.

Un quart d'heure auparavant il confiait à un camarade qu'il en avait marre !

Depuis cinq mois, X... n'a jamais pu s'intégrer à ce milieu. Très replié sur lui-même, il ne côtoyait que peu de monde.

Je vous demande de publier cette lettre pour que tout le monde sache qu'il se passe beaucoup de choses dans l'enceinte d'une caserne.

tus d'un immense short kaki et d'une capote généralement trop grande, c'est sous la risée de la population allemande que les « prestigieux » soldats français rejoignent l'infirmerie du régiment.

Après avoir subi l'aliénation de la société, la chaîne oppressive continue son cours. Après un an de caserne, au retour à la vie civile, ce contingent — comme les autres — rejoindra l'énorme masse des dociles exploités. Loin de niveler les classes sociales, l'armée prend soin de sélectionner ses cadres parmi les recrues ayant accédées à des études supérieures tandis que les fils d'ouvrier fournissent la chair à canon.

Dans cet avilissement intellectuel, le danger est grand de voir en France s'instaurer le régime fasciste qui possède déjà ses futurs leaders et ses « pantins » conditionnés.

L'informatique et sa signification sociale

Commission Informatique

L'introduction de l'ordinateur dans la société capitaliste ne correspond pas seulement à une nécessité technique mais aussi à des nécessités économiques, politiques et idéologiques, permettant la conservation et le développement du système capitaliste.

La concentration industrielle a provoqué une augmentation vertigineuse du volume de la production mais aussi du nombre d'informations (gestion, technique) que l'entreprise doit maintenant fournir, classer, sélectionner, transmettre. Il faut donc maintenant produire avec des machines une ressource aussi importante que les autres informations.

Les très grandes entreprises, structure de base du capitalisme moderne, doivent rester aux mains d'un petit nombre : l'ordinateur va permettre de réduire l'importance de la décision individuelle des cadres, remplacés par un nombre restreint d'informaticiens.

Mais surtout l'ordinateur permet de retarder la baisse du taux de profit : pour le capitalisme, afin de réaliser la plus-value et contracter les coûts (production plus administration), l'informatique est un des éléments qui permet la réalisation de la plus-value à tout prix.

Conservation et développement de sa position dans la hiérarchie de l'exploitation expliqueront l'utilisation croissante des ordinateurs pour des fins de polices intérieures (banque de données) et extérieures (armées).

De plus l'ordinateur est maintenant utilisé comme élément d'idéologie : il apporterait harmonie et rationalisation à la société. En fait, à l'aide des modèles sociaux, il permet de bloquer l'évolution du système social.

Contrairement au mythe de la neutralité politique et économique de l'informatique, nous pouvons affirmer que le contrôle des cerveaux mécaniques renforce la domination économique et donne de nouvelles possibilités de maîtrise aux dirigeants de la société. Aux U.S.A.

La première réunion aura lieu le jeudi 11 mars, à 20 h 30, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

Elle aura pour objet d'analyser en détail par des exemples précis les apports de l'informatique dans l'aide à la fabrication (automatisation, mécanisation de la gestion) en cherchant à répondre aux questions telles que :

— Y a-t-il eu augmentation de la capacité de production ?

— Quels ont été les buts avancés et les véritables effets ?

les équipes d'informaticiens, les centres de calcul et les banques de données constituent la base d'un ensemble de pression qui fait sentir son poids aussi bien sur les grandes entreprises privées que sur l'administration. Il faut se rappeler à titre d'exemple que la General Motors refusa les ordinateurs IBM, estimant imprudent de lui confier ses informations internes. Cette puissance n'est pas évidemment du seul domaine « lobbying », elle s'appuie bien au contraire sur la solide industrie du hardware et du software, secteur de pointe dominé par le phénomène qui s'appelle IBM.

C'est à ce type d'analyse que la Commission informatique du P.S.U. était arrivée, il y a plus de 18 mois. Elle reprend aujourd'hui ses travaux qui approfondiront les résultats obtenus et feront l'objet de publications.

Les trois premières réunions ont pour objet d'analyser de façon claire les apports de l'informatique en distinguant « l'aide à la fabrication » (automatisation et mécanisation de la gestion) de « l'aide à la décision » (la modélisation et l'extension en cours).

Les trois réunions suivantes auront pour objet de montrer :

— La logique d'utilisation de l'informatique, le pourquoi et le comment de son développement ;

— Le rôle idéologique de l'informatique, le mythe de la société scientifique ;

— Les problèmes de redistribution de pouvoir posés par l'informatique avec l'opposition entre le savant et le politique.

Les trois dernières réunions (après les vacances d'été) auront essentiellement pour objet d'étudier le rôle que pourrait jouer l'informatique dans d'autres rapports de production.

Les réunions de la commission informatique sont ouvertes à tous. Les camarades présents contribueront à l'analyse par leurs expériences professionnelles, syndicales et politiques..

— Est-ce véritablement une innovation ou la transposition d'un système déjà existant ?

— Y a-t-il eu modifications des relations de travail (rapports hiérarchiques) ? etc.

N.B. — Les camarades intéressés peuvent envoyer leurs nom et adresse à la Commission Informatique, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

Les femmes et la révolution

Cet article est une contribution au débat lancé par le numéro 54-55 de la revue « Partisans ».

Il reprend certaines idées parues dans ce numéro qu'il faut avoir lu.

Il serait faux de croire que l'aliénation de la femme cessera avec l'abolition des rapports de production capitalistes.

Deux formes d'exploitation

En effet dans notre société, à côté du mode de production industriel subsiste un mode de production familial (travail domestique et soin des enfants).

Ce travail d'entretien et de reproduction de la force de travail (« acte de foi », conférence de presse de Pompidou, déc. 70) est sous la responsabilité exclusive des femmes et fait gratuitement en échange de leur entretien (analogue avec le servage). Et pourtant dans la société les fonctions d'infirmière, puéricultrice, institutrice, aide familiale ont une valeur d'échange qui disparaît dans la cellule familiale : on ne paie pas la mère de famille.

A ce mode de production familial correspond donc une exploitation économique

Elles doivent donc dès maintenant dégager un certain nombre de thèmes revendicatifs spécifiquement féminins.

Nous sommes alors amenés à réfléchir sur la position marxiste traditionnelle pour en préciser quelques points :

— Si le groupe des femmes n'est pas homogène mais traversé par les classes sociales, il est vrai également que les femmes subissent une exploitation spécifique, en tant que groupe.

— Le véritable ennemi commun étant le capitalisme, les femmes ne désirent nullement s'opposer à titre individuel aux hommes ni s'enfermer dans une quelconque lutte des sexes. Si leur libération ne peut se faire qu'en régime socialiste, leur proposer uniquement la lutte contre le capitalisme (souvent seulement sur des revendications économiques) est insuffisant.

Aujourd'hui, en fonction d'apports théoriques récents, de l'analyse critique de la condition féminine dans les pays socialistes, d'une prise de conscience des femmes qui se développe dans de nom-

tionnelle, ferment puissant de retour vers la société capitaliste.

— Les forces qui participent à la prise du pouvoir, les thèmes sur lesquels elles se rassemblent préfigurent la société à construire. C'est pourquoi la façon dont les femmes y participent, en force d'appoint et en éternelles mineures ou à part entière, influe sur la société future.

Pour le parti ?

Un parti révolutionnaire ne peut ignorer la lutte des femmes. Il ne peut laisser s'enliser le mouvement féminin dans la recherche de résultats sans portée politique.

Il ne peut négliger le fait que la politisation massive des femmes passe par leur affirmation autonome.

En conséquence, le P.S.U. ne peut se contenter de créer un groupe féminin dont le seul but serait de servir de courroie de transmission entre la masse des femmes non politisées et ses militants.

Il doit intervenir en intégrant les revendications féminines à contenu révolution-

naire. Il doit donner chaque fois une dimension politique en conjuguant les deux luttes, non pas au niveau des grandes théories mais sur le plan très concret du vécu féminin.

Mais il ne pourrait être question pour les militantes politiques de se cantonner dans un mouvement purement revendicatif. En s'appuyant sur un certain nombre d'acquis (temps disponible pour militer, affirmation de soi, modification du rapport de forces par l'expérience militaire), elles participeront au combat socialiste et ne se contenteront pas seulement de le « rejoindre ».

Cela devrait alors permettre, non dans l'immédiat mais assez rapidement et sagement (non comme caution d'une politique de façade), l'insertion des femmes et leur accession aux responsabilités dans le Parti.

A tous les niveaux, les femmes se manifesteront alors par un apport constructif et original, non par référence à une quelconque sensibilité ou intuition féminine, mais en tant qu'expression d'un groupe social opprimé. □

Document

L'armée et la loi

Je vous écris pour vous faire part d'une situation qui est la mienne, mais n'est pas un cas unique, et qui me semble anormale.

Mariée depuis le 20 juin 1970, j'ai vu mon mari partir un mois plus tard (le 3 août 1970), pour effectuer son service militaire. En prévision de ce départ, nous avons effectué avant de nous marier, les démarches nécessaires pour une demande d'affectation rapprochée pour mon mari, suivant les conseils de l'officier orienteur, ceci dans les délais exigés par l'armée. Malgré cela mon mari fut affecté à la base de Cognac, c'est-à-dire à plus de 250 km de notre domicile (alors qu'il y a à Tours une base aérienne et de nombreuses casernes et que quatre appelés de la même classe que mon mari, à Cognac, ont été mutés à... Tours).

On conseilla alors à mon mari de demander, durant ses classes l'affectation rapprochée, à la commission d'affectation. Cette demande fut refusée sans la moindre explication officielle. Motif officieux : opposition des Renseignements généraux et de la sécurité militaire pour raisons politiques à titre préventif. Cependant, il pourrait faire une demande de mutation officielle. Cette dernière fut aussi refusée.

Je suis donc retournée voir l'assistante sociale qui m'a parue très étonnée : elle m'affirmait que l'affectation rapprochée pour les militaires du contingent mariés n'était pas une simple tolérance, mais une loi du règlement militaire, ce qui fut confirmé à mon mari à Cognac, par l'officier conseil et l'assistante sociale. De plus, l'enquête faite par cette dernière, suite à la demande

de mutation, était favorable à la mutation de mon mari à Tours.

Tout cela me semble parfaitement arbitraire et illégal : le motif du refus de la mutation n'ayant jamais été notifié officiellement et la loi sur l'affectation rapprochée n'ayant pas été respectée. Bien plus, le simple fait que ce refus soit motivé par des raisons politiques est en contradiction totale avec l'article 1 de la Constitution de la V^e République.

Comme j'ai connaissance d'au moins cinq autres cas du même genre, je vous en fais part : L'un, jeune marié avec un enfant de deux mois se trouve stationné à 80 km de son domicile. Deux autres, mariés eux aussi, dont un avec un enfant, sont à 600 km de chez eux. Deux autres encore, mariés, l'un ayant un enfant, se trouvent actuellement en Allemagne, c'est-à-dire à plus de 800 km de chez eux, alors que dans tous les cas il y avait possibilité d'être affecté dans la ville même où ils résidaient et qu'ils avaient fait les demandes d'affectation rapprochées dans les temps voulus.

Si de tels faits, arbitraires, illégaux et anti-constitutionnels étaient acceptés, admis comme normaux, la porte me semble ouverte à l'arbitraire, et des précédents fâcheux se trouvent déjà créés.

Il me semble scandaleux que le service militaire, qui est censé contribuer à la formation d'hommes mûrs et responsables, les éloigne en fait de toutes leurs responsabilités conjugales et familiales, et serve en fait (ce que l'on ne dit jamais officiellement) à brimer les jeunes gens à cause de leurs opinions politiques. □

« Laisse-moi regarder cette image inconnue de moi-même, comme je te ressemble. » L'Idiot International.

spécifique subie par le groupe des femmes en tant que tel.

Cette exploitation domestique apparaît aux femmes comme l'exploitation principale :

— on exige d'elles, en priorité, qu'elles s'occupent de la famille ;

femme prends ton fusil
femme prends ton fusil
cours dans le soleil et dans les rizières
au-delà du gué
au-delà du gué
femme prends ton fusil pour tuer mes ennemis
femme prends les enfants
femme prends les enfants
sur ton bras
fais-moi à manger
prépare ma couche
viens faire l'amour
la guerre est finie
la guerre est finie

Partisans 54-55

— « faites d'abord pour cela », elles sont désqualifiées hors du cercle familial. Ceci entraîne des conditions de travail souvent refusées par les hommes, un bas salaire parce que d'appoint, etc.

Il importe ici de souligner le rôle du mythe de l'éternel féminin dans le maintien de cette exploitation domestique. Liée aux tâches ménagères qui étouffent sa créativité, non insérée dans un groupe social, la « vraie femme » n'est rien d'autre que la plus facilement exploitable, économiquement et sexuellement (cf. le colonisé « docile », le « bon » ouvrier).

Libérée de ce mythe que sera-t-elle ? Personne ne peut le dire actuellement.

A la suite de ce qui précède, nous pouvons tirer rapidement une conclusion : l'exploitation spécifique de la femme ne cessera pas mécaniquement avec la chute du pouvoir bourgeois.

La preuve en a déjà été donnée plusieurs fois.

Les femmes ont participé — individuellement — aux révolutions (1848 — La Commune — 1917 — Cuba). Une fois l'action passée, on a su les renvoyer à leur foyer pour le repos du guerrier.

lisation, sur des thèmes qui lui sont propres, d'une force qui entend faire la révolution et non seulement l'attendre.

C'est pourquoi les femmes n'ont pas à renoncer à leurs revendications, bien au contraire. Elles doivent se regrouper de la façon la plus large possible (groupes mixtes ou non, nous ne devons pas avoir de position volontariste) pour imaginer et obtenir des solutions collectives à leurs problèmes.

Une même lutte

La lutte contre le capitalisme et celle pour la libération des femmes sont étroitement liées : c'est en cela que la question féminine concerne les militants politiques.

— En effet, l'histoire a montré que la prise du pouvoir d'Etat pouvait se faire malgré le frein puissant que constitue la femme modelée par la société capitaliste (briseuse de grève, support de l'idéologie bourgeoise, élément conservateur).

Elle a également montré qu'une société de transition ne pourra aller vers le socialisme en maintenant la famille tradi-

La lutte de classes passe à travers la culture

Jean-Louis Merri

On se souvient que l'article de notre camarade Henri Arède (*) avait attiré l'attention de la Fédération régionale de Paris des M.J.C. Quelques précisions s'imposent quant au soutien politique éventuel des luttes culturelles menées par et dans les institutions d'éducation populaire.

Eviter les confusions

Il faut en effet réaffirmer avec force que le P.S.U. n'a pas vocation pour soutenir dans n'importe quelles conditions les institutions d'éducation populaire. Car il n'est pas vrai que l'éducation populaire soit globalement, ni même majoritairement, un instrument de libération. Dans l'ensemble, les travailleurs — jeunes ou non — y sont peu nombreux (qu'on ait le courage d'analyser sérieusement les statistiques « de fréquentation, de participation et de responsabilités »), l'idéologie pratiquée et diffusée est essentiellement celle de la classe dominante, la participation des usagers reste souvent formelle (par exemple, dans plusieurs M.J.C. de Paris, on s'est bien gardé de les informer des manœuvres du Conseil de Paris), etc.

Le P.S.U. a choisi résolument une ligne révolutionnaire et, par conséquent, il n'oriente pas son action vers la conquête des appareils (la gestion des M.J.C. comme celle de l'université), sur des bases floues, c'est-à-dire éloignées de la lutte des classes. Il ne saurait donc être question de se fondre dans une action regroupant tous les gens de « bonne volonté » pour la « défense de l'éducation permanente ». Des interventions de ce genre ne servent, en réalité, qu'à masquer les intentions de la classe bourgeoise, et à assurer le maintien, dans la conscience ouvrière, d'un certain nombre de mythes (l'éducation populaire au service du peuple, etc.). Si Maurice Herzog a, au début de la V^e République, facilité le développement des M.J.C., c'est bien parce que la classe sociale qu'il représentait y trouvait intérêt, et que ces institutions permettent l'intégration sociale des jeunes, autrement dit l'acquisition théorique et pratique des « valeurs bourgeoises ». Si aujourd'hui le Conseil de Paris prend le relais de Comiti, et ouvre la voie à de nombreuses autres municipalités, c'est bien parce que, depuis mai 1968 surtout, la bourgeoisie doit à tout prix limiter, voire réprimer, la contestation de ses

modes de vie et de pensée par une grande partie de la jeunesse. A cet égard, il est illusoire de penser, que pour répondre à une telle offensive, des discussions de couloir, des motions, des pétitions, des contacts avec les élus, ou... l'acceptation des conditions présentées par l'adversaire (« Acceptons la convention pour la contester ensuite de l'intérieur ») soient suffisantes. Pour le P.S.U. cela équivaut pratiquement à une démission.

En régime capitaliste, des structures telles que celles des M.J.C. ne permettent pas globalement une prise de conscience par les jeunes de l'exploitation qu'ils subissent.

Si les militants du P.S.U., à Jehan Rictus et ailleurs, ont été amenés : 1^o à exiger la réunion d'assemblées d'usagers, afin que la réaction au Conseil de Paris ne soit pas envisagée par une minorité de dirigeants et 2^o à porter le débat devant les travailleurs des quartiers, ce n'est pas seulement parce que cette forme de lutte est la seule susceptible d'amener le Conseil de Paris à reculer, mais c'est aussi pour montrer que cette mesure n'est qu'un élément de tout un système d'oppression culturelle : depuis les dancings privés, en passant par le Club Méditerranée et tous les canaux de la culture officielle. Une lutte conséquente ne peut rester purement défensive et sectorielle : les réformistes qui trouvaient préférable de laisser les « choses dans le secret » s'en sont aperçus à leurs dépens dans le 12^e arrondissement lorsqu'ils ont été contraints, sans vraiment combattre, d'abandonner la gestion de la M.J.C. Maurice Ravel ; et ce n'est pas fini.

Il est donc clair que la lutte de classes ne se situe pas entre les institutions d'éducation populaire et l'Etat, mais qu'elle passe à travers ces institutions avec contrôle ouvrier appliqué aux luttes socio-culturelles.

Engager le vrai combat

A Paris, désormais, les jeunes savent sur qui ils peuvent s'appuyer pour lutter contre la mainmise par le Conseil de Paris des M.J.C. Le P.C.F., entraînant à sa suite d'autres organisations politiques réformistes, ne s'est contenté de s'abstenir au meeting du comité de soutien de la M.J.C. « Jehan Rictus », le 31 janvier : il a fait diffuser massivement des tracts invitant la population du 18^e à boycotter cette réunion, et de

peur que cela ne suffise, a mobilisé l'Humanité à cette fin. Ces conseils de sagesse, ces mises en garde, n'ont pas été suivies : 300 personnes, au moins, ont manifesté leur accord avec le combat engagé par le comité de soutien et sont décidés à continuer jusqu'à l'abrogation de la convention.

La lutte, maintenant, déborde le cadre du 18^e ; déjà, les usagers de Maurice Ravel, viennent de se rendre compte « concrètement » du sens de la reprise en main (le nouveau directeur ne s'entoure pas de précautions : il a fait empêcher, par la force, la réunion du Cercle d'études économiques et sociales !) ; dans d'autres M.J.C., les usagers, par le moyen d'assemblées générales extraordinaires, demandent des comptes à leurs dirigeants, peu soucieux de les informer des tractations qu'ils mènent « au sommet » ; on sait aussi que certaines maisons sont en « liberté surveillée », et que sitôt les municipales terminées, le Conseil et la préfecture n'auront de cesse d'y faire régner « leur » ordre, et d'y imposer encore plus sûrement l'idéologie bourgeoise ; quant aux équipements, dont l'ouverture est prévue dans un avenir proche (ainsi, porte Didot dans le 14^e), on ne prend pas de gants pour affirmer que le contrôle y sera efficace (tout est bon pour rassurer les électeurs réactionnaires !).

Pas de cartel mais des comités de soutien

La Fédération de Paris du P.S.U., de son côté, a depuis le début, apporté son soutien militant à ceux qui s'opposaient réellement aux visées du pouvoir ; elle entend, aujourd'hui, favoriser l'élargissement du mouvement, et appelle tous ceux qui refusent — autrement qu'en paroles — l'embrigadement idéologique des jeunes à constituer des comités de soutien aux institutions socio-éducatives qu'on cherche à faire rentrer dans le rang ; ces comités de soutien — cela doit être clair — ne sauraient consister en un cartel d'organisations ou en un pur et simple rassemblement de mécontents, sans perspective d'action. Sinon, la « nouvelle société » n'aura aucun mal à imposer ses modes de pensée et, dans le même temps, à réprimer ceux qui les refusent...

(*) M.J.C. : Après Comiti, le Conseil de Paris - « T.S. » numéro 480.